

PEAAD BULLETIN



Association des Anciens Députés au Parlement Européen

www.formermembers.eu

Questions de santé



Activités de l'AAD

Programme PE au
Campus

Page 26



Activités de l'AAD

Coopération avec
l'IUE

Page 29

DANS CE NUMERO

03 Mot du Président

04 PE au travail

ACTUALITÉ

05 La politique est «l'art d'entretenir l'élan»
(Edit Herczog)

06 L'inefficacité de l'Union européenne
(Joan Colom i Naval)

07 Contrôle de police à la mauvaise frontière (Jo Leinen)

08 La politique de l'UE en matière de migration
(Karin Junker)

09 José Vidal-Beneyto, un pro-Européen exemplaire
(Carlos M^a Bru Purón)

10 Joyeux 85e anniversaire José María (Pat Cox)

11 Maison de la démocratie (House of Democracy)
(Roy Perry)

12 Le quatrième tome du Iron Curtain trail (Michael Cramer)

FOCUS

14 Pandémies
(Caterina Mieras Barceló MD)

15 La pandémie de COVID 19 n'est pas terminée...
(Andrea Ammon)

17 Santé des citoyens européens
(Sara Cerdas)

18 Ce que la pandémie de COVID-19 nous apprend
(Zofija Mazej Kukovič)

19 Crise sanitaire: dynamisation de l'innovation
(Malcolm Harbour)

20 COVID-19: traitements et diagnostics (Andrzej Jan Rys)

21 Santé mentale et COVID 19
(Dr. Dan Chisholm)

22 La santé en Europe au lendemain de la pandémie
(António Correia de Campos)

23 Nous vivons tous sur la même planète
(Brigitte Langenhagen)

ACTIVITÉS DE L'AAD

25 Réseau de l'AAD

26 Programme PE au Campus

29 Coopération avec l' IUE

DÉPÊCHES

31 Dépêches

32 Élections AAD

34 In Memoriam

Couverture: ©Shutterstock

APPEL À CONTRIBUTION:

Le comité de rédaction tient à remercier tous les membres qui ont pris le temps de contribuer à ce numéro du Bulletin de l'AAD. Nous voudrions attirer votre attention sur le fait que la décision d'inclure un article incombe au comité de Rédaction du Bulletin de l'AAD et, qu'en principe, les contributions soumises par des membres qui ne sont pas à jour de paiement ne sont pas retenues. En raison de long décalage entre l'appel à contribution et la publication, certains articles peuvent être dépassés.

Le Bulletin de l'AAD est publié par l'Association des anciens députés du Parlement européen avec l'assistance du Parlement. Toutefois, les opinions exprimées dans ses articles sont celles des membres contributeurs de l'AAD et d'écrivains invités, et ne représentent pas nécessairement les positions du Parlement, ni celles de l'AAD. De même, l'inclusion des communications publicitaires n'implique pas nécessairement une recommandation de l'AAD ou du Parlement.

COMITÉ DE REDACTION

Jean-Pierre AUDY
Monica BALDI
Brigitte LANGENHAGEN
Edward McMILLAN-SCOTT
Teresa RIERA MADURELL

PRÉPARÉ PAR

Elisabetta FONCK
Liseth BRAVO
Valeh NASIRI
Martin SARRET
Leandra ILGNER

CONTACTS

formermembers@europarl.europa.eu
Tél.+ 32(0)2 284 07 03
Fax.+32(0)2 284 09 89



Mot du PRÉSIDENT

En Europe, comme dans le reste du monde, les enjeux de santé sont en train de prendre le pas sur la politique à tous les niveaux de gouvernance. Alors que les gouvernements nationaux s'efforcent de renforcer leur résilience face au coronavirus, la pression croissante qui pèse sur les institutions de l'Union a révélé qu'il était indispensable d'adopter une nouvelle stratégie interinstitutionnelle collaborative dynamique alliant politiques socio-économiques et questions de santé. Globalement, la phase d'adaptation rapide de la plupart des États membres de l'Union pendant le confinement a montré des résultats mitigés et hétérogènes et a souligné combien l'épidémie de coronavirus a mis les États membres à l'épreuve de différentes façons. Aujourd'hui, c'est aussi à l'Union européenne et ses États Membres qu'il appartient de défendre les citoyens les plus touchés et de s'appliquer à promouvoir l'équité et la justice au bénéfice de toutes les couches de la société. La présidence allemande de l'UE, sous la devise «Tous ensemble pour la relance de l'Europe», sera essentielle pour jeter les bases d'une nouvelle prospérité économique grâce à une coopération proactive sur le vieux continent une fois encore.

L'AAD a connu une période de grande activité et dispose d'un tout nouveau site web; ses membres et tous ses partenaires, ainsi que les citoyens européens peuvent désormais communiquer grâce une interface moderne et plus facile à utiliser que la précédente. Nous sommes donc parfaitement parés pour mener à bien nos activités de sensibilisation à l'ère du numérique et nous continuerons d'insuffler aux jeunes Européens la volonté

de soutenir l'Union européenne. Dans le cadre de notre programme «PE au Campus», plusieurs webinaires se sont tenus pendant la période de confinement. Hans Olaf Henkel et Taris Hadjigeorgiou, membres de l'AAD, ont contribué à la présente édition en nous faisant partager leur expérience. En juillet, Eva Lichtenberger a participé à un webinaire stimulant sur les infrastructures de transport de l'Union avec le concours de l'université Sapienza de Rome. Le secrétariat de l'AAD continuera d'organiser des événements de ce type tout au long de l'automne; trois webinaires sont d'ailleurs déjà prévus en octobre et en novembre sous la houlette de l'université de l'Illinois à Urbana-Champaign et l'université de Colorado Boulder dans le cadre de notre programme.

Comme vous le savez, nous avons été contraints de reconduire les manifestations en septembre. Notre association, en coopération avec les fondations politiques européennes et l'Institut universitaire européen, a mis sur pied le webinaire intitulé « Ensemble pour l'avenir de l'Europe » prévu juste avant la tenue de notre assemblée générale. C'est la première fois que nos membres ont pu se connecter à distance. Une véritable cure de jouvence!

Le webinaire a lancé une nouvelle coopération à long terme entre l'AAD, les fondations politiques européennes et l'Institut universitaire européen visant à examiner les implications à court et à long terme de la crise du COVID pour le projet européen, encourageant un débat ouvert et public sur les principaux défis.

Enfin, je dirigerai une délégation de membres de l'AAD pour des réunions en ligne avec les députés,

les fonctionnaires du gouvernement et des acteurs de la société civile de la Macédoine du Nord les 5 et 6 octobre 2020. Puis, une visite est organisée à Berlin dans le même but du 25 au 27 octobre. Notre dîner annuel se tiendra le 9 décembre dans la Maison de l'histoire européenne; quant au séminaire annuel programmé le 10 décembre, il aura lieu au Parlement européen à Bruxelles.

Selon la décision du Président du Parlement européen du 26 août 2020 sur les mesures relatives au COVID-19 et aux masques communautaires, les événements dans les locaux du Parlement européen restent annulés jusqu'à nouvel ordre. La décision devient caduque le 25 septembre 2020 à moins qu'elle ne soit renouvelée, modifiée ou abrogée par le Président. Le Secrétariat vous tiendra dûment informés de l'évolution de la situation et de l'organisation de nos événements de décembre.

Le numéro de septembre met l'accent sur les questions relatives à la santé en Europe et ouvre un débat fructueux sur comment appréhender les pandémies sur le plan politique dans le sillage de la pandémie de COVID-19 et le contexte de la toute nouvelle présidence allemande du Conseil de l'Union européenne.

Bonne lecture.

Cordialement,

Hans-Gert Pötering
Président de l'AAD

PE AU TRAVAIL

DOSSIERS CLES

Les députés ont autorisé une flexibilité des règles pour encourager les banques à faire des prêts aux entreprises et aux ménages. (Session de juin - P9_TA-PROV(2020)0157).

Cela permettra de soutenir les flux de crédit aux entreprises et aux ménages et d'absorber les pertes, atténuant ainsi les conséquences économiques du verrouillage de la COVID-19.

Le Parlement demande de nouvelles mesures pour sauver le tourisme dans l'UE. (Session de juin - P9_TA(2020)0169).

La résolution sur le transport et le tourisme en 2020 et au-delà identifie les domaines dans lesquels les actions entreprises jusqu'à présent restent insuffisantes pour soutenir un secteur qui emploie 22,6 millions de personnes.

Le Parlement énonce les principes de la future stratégie européenne de santé publique pour l'après-COVID-19. (Session de juillet - P9_TA-PROV(2020)0205).

Les députés soulignent la nécessité de tirer les leçons

de la crise du coronavirus et de s'engager dans une coopération nettement plus étroite dans le domaine sanitaire en vue de créer une Union européenne de la santé.

L'UE doit donner la priorité à la lutte contre le chômage des jeunes, le sans-abrisme et la pauvreté. (Session de juillet - P9_TA-PROV(2020)0194).

Les députés européens souhaitent que l'inclusion sociale et le bien-être des personnes soient au cœur des politiques économiques de l'UE, en accordant une priorité égale aux objectifs sociaux, environnementaux et économiques.

Le Parlement a adopté une dérogation temporaire à certaines règles sur les essais cliniques. (Session de juillet - P9_TA-PROV(2020)0203).

Ce nouveau règlement permettra de développer plus rapidement des vaccins et des traitements contre le COVID-19.

Les autres principaux dossiers abordés dans les séances plénières étaient:

Juin 2020

- L'Autriche, l'Italie, le Portugal et l'Espagne reçoivent 279 millions d'euros après les catastrophes naturelles de 2019. (18.06.20)
- Le Parlement met en place trois commissions spéciales et une commission d'enquête, ainsi qu'une sous-commission permanente. (19.06.20)
- Le Parlement condamne toutes les formes de racisme, de haine et de violence et appelle à l'action. (19.06.20)
- Les députés ont appelé à une action urgente pour sauvegarder la santé, la sécurité et les conditions de travail équitables des travailleurs transfrontaliers et saisonniers dans le cadre de la COVID-19. (19.06.20)
- Les députés ont demandé

le rétablissement rapide et complet de la libre circulation transfrontalière. (19.06.20)

- Les MdPE ont augmenté le soutien de crise que les États membres de l'UE devraient bientôt être en mesure de verser aux agriculteurs et aux PME agroalimentaires au titre du Fonds européen de développement rural. (19.06.20)

Juillet 2020

- Les députés ont approuvé 585 millions d'euros pour soutenir les réfugiés syriens dans les pays voisins. (08.07.20)
- Les députés ont exposé leur stratégie de stockage de l'énergie. (08.07.20)
- Le Parlement a demandé aux autorités japonaises de faire appliquer les règles internationales

sur la protection des enfants et d'introduire des changements dans leur système juridique pour permettre la garde partagée. (08.07.20)

- Le Parlement soutient les règles révisées visant à améliorer les conditions de travail des conducteurs et à mettre fin aux distorsions de concurrence dans le transport routier. (09.07.20)
- Les députés ont défini de nouvelles mesures pour mettre fin au blanchiment d'argent. (10.07.20)
- L'énergie : Le financement de l'UE pour les projets prioritaires devrait refléter les objectifs climatiques de 2050. (10.07.20)

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site : <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary>

ACTUALITÉ

LA POLITIQUE EST «L'ART D'ENTREtenir L'ÉLAN»

Le CFP et l'instrument «Next Generation EU»

Les négociations sur le cadre financier pluriannuel (CFP) à partir de la proposition de 2018 étaient difficiles bien avant le début de la pandémie de COVID-19. Après le rejet du cadre de négociation finlandais, le cadre de négociations de Charles Michel, présenté en février, a été débattu pendant moins d'une heure.

La politique est «l'art d'entretenir l'élan»: la nouvelle proposition visant à sortir de l'impasse, présentée au milieu d'un confinement sans précédent, en est la preuve, et elle a de bonnes chances d'intégrer à temps le cycle législatif. C'est aussi une preuve de l'excellence des institutions de l'Union à tous les niveaux. Applaudissons ceux qui ont travaillé sur les feuilles Excel et les amendements dans les délais les plus courts jamais enregistrés et, dans de nombreux cas, depuis chez eux.

La vision commune selon laquelle nous devons nous attaquer ensemble à l'impact asymétrique de la pandémie a mis fin aux débats interminables et égoïstes sur la deuxième décimale après la virgule et bien que le dilemme entre prêts et subventions reste à résoudre, nous sommes sortis de l'impasse.

Comment avons-nous géré nos priorités pour parvenir à un accord sur l'instrument «Next Generation EU» en temps voulu?

- Le besoin immédiat d'aide, avec la concentration des dépenses en début de période et la création de ressources propres pour soutenir le CFP, associé à une prolongation du délai de remboursement des futurs budgets, nous confère la responsabilité morale de n'investir

que dans des projets conformes aux attentes de la «génération Greta Thunberg» (sur le climat, l'environnement et les objectifs de développement durable).

- L'allocation au Sud d'un montant important des fonds affectés à la facilité pour la reprise et la résilience remplace, dans une certaine mesure, les fonds de cohésion perdus à la suite du cinquième élargissement (entre 2004 et 2007), rééquilibre le triangle Sud-Est - Nord, avec l'axe franco-allemand au centre, et contribue à la stabilité de la monnaie commune.

- Il convient, tant pour les marchés que pour la société, d'avoir une vision claire de l'écologisation de l'économie et de la numérisation, et de maintenir nos normes sociales et environnementales élevées. Les ressources propres ciblées créent des conditions équitables pour les partenaires tant internationaux que de l'Union

- Le Fonds européen pour la relance donne encore plus de pouvoir aux États membres et à la Commission et engage donc davantage encore leur responsabilité.. Il ne fait pas partie des sujets abordés lors des débats ordinaires sur les budgets nationaux, et ni la procédure d'approbation du CFP par le Parlement, ni le Semestre européen ne constituent des instruments suffisamment solides pour permettre un véritable contrôle démocratique.

- Le contrôle démocratique doit être rééquilibré dans le respect du principe de l'état de droit lors de la mise en œuvre, afin de garantir que, même en cas de montée du populisme, le multilatéralisme de l'Union et son mode de fonctionnement si soigneusement

conçu (mise en œuvre directe par la Commission, tel que prévu par les traités) soient garantis. Le Parlement, ainsi que la Commission et tous les gouvernements européens progressistes, doivent adopter une position favorable à cet égard.

- D'un point de vue procédural, la proposition pour l'instrument «Next Generation EU» pourrait prendre la forme d'une nouvelle proposition de CFP. Toutefois, il faudrait alors relancer la procédure législative, ce qui prendrait au moins deux ans. Procéder ainsi serait certes plus élégant mais entraînerait de grandes difficultés, même en temps normal, sans la crise de la COVID-19.

La proposition a été publiée fin mai, au moment où la Conférence sur l'avenir de l'Europe était censée commencer. Symboliquement, la proposition pourrait être considérée comme une première étape informelle ouvrant la voie au processus de deux ans. Elle permet une discussion approfondie, au-delà de la question de l'unanimité, sur la question de savoir comment tirer le meilleur parti des dispositions existantes du traité ou s'il est préférable d'opter pour la réouverture de la procédure si l'on veut que l'Union soit bien armée pour les décennies à venir.

La capacité de l'EUCO à écouter la large coalition du PE pour sortir de l'impasse est la prochaine étape à franchir.

Edit Herczog

S&D, Hongrie (2004-2014)

mrs.edit.herczog@gmail.com

L'INEFFICACITÉ DE L'UNION EUROPÉENNE

Difficile de prétendre que la gestion de la crise du coronavirus a contribué à améliorer l'image publique de l'Union européenne. Les innombrables critiques publiées et lues récemment portent tout d'abord sur l'inaction, puis sur l'inefficacité de l'Union européenne à faire face à un virus dont quasiment personne ne pouvait même imaginer l'existence à Noël et qui semble aujourd'hui relever de la normalité. On ne compte plus les réunions au plus haut niveau, y compris lors du Conseil européen, converties pour les plus récentes aux technologies télématiques, et celles au Parlement européen. Elles n'ont donné lieu qu'à de rares conclusions opérationnelles et leur application a été lente, voire parfois reportée.

De toute évidence, il n'a pas été possible de prendre des décisions rapides, en dépit de ce qu'exigeaient les circonstances. Cependant, la difficulté ne s'explique pas seulement par la complexité technique ou juridique, ni par quelque esclandre thatcherien attribuable à l'un ou l'autre de nos dirigeants; ces facteurs pèsent indubitablement sur le processus décisionnel européen nécessairement complexe, mais le projet européen souffre depuis quelques années déjà de certaines tares qui, en toute logique, désespèrent les pro-Européens et font fuir les dilettantes et les observateurs hostiles aux compromis, même si au fond tout cela les touche de plein fouet. L'Union européenne, précédemment les "communautés européennes", est née d'une réaction contre les nationalismes qui avaient provoqué des guerres et semé la mort sur le continent tout au

long de l'histoire. En 1945, certains Alsaciens avaient changé de pays par trois fois sans jamais avoir quitté leur village; certains Tyroliens et Polonais ayant connu un destin similaire auraient pu en dire autant. C'est sur ce terreau que l'Union européenne a vu le jour.

“La crise de la COVID-19 a déclenché une vague d'eupéisme d'un genre curieux. Un eupéisme qui souhaite, qui exige aujourd'hui une action à caractère contraignant de l'Union européenne systématiquement coupée de tous moyens juridiques et budgétaires.”

Beaucoup d'entre nous sont restés bouleversés par le discours historique en tandem des présidents Kohl et Mitterrand devant l'hémicycle strasbourgeois, lorsque François Mitterrand lança avec force: «Le nationalisme, c'est la guerre!». Pour les générations nées après la Deuxième Guerre mondiale, cette vision des choses paraissait appartenir au passé. Elle était tout bonnement inconcevable. Or, ce n'est que peu de temps après que se produisit la dislocation de la Yougoslavie et toutes les atrocités dont nous, Européens de l'Union, avons été témoins à nos frontières, bien que l'Oncle Sam nous ait résolu quelques problèmes. J'évoque ceci, car la crise de la COVID-19 a déclenché une vague

d'eupéisme d'un genre curieux. Un eupéisme qui souhaite, qui exige aujourd'hui une action à caractère contraignant de l'Union européenne systématiquement coupée de tous moyens juridiques et budgétaires. Tony Blair se plaignait, en son temps, du manque d'intégration de la recherche et du système universitaire européens, alors que c'est justement son gouvernement qui entravait le plus les avancées européennes dans ces domaines. Il serait éclairant de connaître la position des gouvernements européens s'il était proposé de faire de la santé publique une compétence européenne. Cela serait probablement utile et plus efficace, mais des questions subsistent. Quel gouvernement serait disposé à céder et à transférer cette compétence à l'Union européenne? Cette démarche ne serait-elle pas perçue comme une atteinte à la souveraineté nationale, malgré l'inefficacité qu'elle a montrée? Et ce constat vaut, par jeu de cascade, pour tous les niveaux de gouvernement. Nos gouvernements régionaux seraient-ils d'accord ou y verraient-ils une sorte d'ingérence dans leurs compétences? Dans l'intervalle, on remet allègrement à plus tard l'exigence posée par Jacques Delors, c'est-à-dire donner à l'Union européenne les moyens à la hauteur de ses ambitions.

Joan Colom i Naval
PSE, Espagne (1986-2004)
joan.colom@economistes.com

CONTRÔLE DE POLICE À LA MAUVAISE FRONTIÈRE

La fermeture des frontières avec les pays voisins a été une réaction commune des gouvernements nationaux pendant la crise du coronavirus. Certaines de ces fermetures pourraient être justifiées par l'existence de foyers infectieux, mais dans de nombreux cas, il s'agissait simplement d'une mesure placebo sans effet positif, mais dont les répercussions étaient multiples.

Des familles ont été séparées, les activités transfrontalières quotidiennes ont été bloquées, et de vieux préjugés ont refait surface. La fermeture des frontières sous-entend que le danger vient de l'extérieur. Mais le coronavirus n'a pas de nationalité! L'Union et ses États membres doivent tirer les leçons du défi que représente cette pandémie. Nous avons besoin d'un processus décisionnel moins centralisé et d'une gestion commune des crises transfrontalières. Les autorités régionales connaissent mieux la situation réelle que les capitales nationales éloignées.

La police locale ne ferait pas l'erreur de contrôler la mauvaise frontière,



Pont Pflimlin sur le Rhin entre la France et l'Allemagne près de Strasbourg. ©Union européenne

comme cela s'est produit dans ma région de la Sarre. Près du célèbre village de Schengen, il y a un rond-point du côté allemand: une route mène à la France, une autre au Luxembourg.

“La fermeture des frontières sous-entend que le danger vient de l'extérieur. Mais le coronavirus n'a pas de nationalité!”

La police fédérale allemande, qui n'était pas de la région, a

contrôlé la mauvaise frontière. La frontière française était encore sous surveillance, mais la police contrôlait au Luxembourg tous ceux qui se rendaient à Schengen ou en revenaient, ce qui est doublement ironique. Malgré les frustrations de ces derniers mois, il y a aussi eu des situations cocasses dont on peut rire. Par exemple, un Allemand vivant dans un village frontalier, qui avait l'habitude d'aller acheter sa baguette chaque dimanche matin dans une boulangerie française voisine, a pris un jour sa canne à pêche et sa ligne, a jeté cette dernière au-delà de la frontière, et a reçu sa baguette accrochée à l'hameçon par la boulangère. Cette scène comique a été immortalisée dans une célèbre photo. Avec de la volonté, tout est possible, pas seulement lorsqu'il s'agit d'obtenir une baguette, mais aussi pour la reprise dans l'Union. Agissons ensemble!



Vue de l'ancien poste frontière entre la France et l'Italie à Menton ville, France. ©Union européenne

Jo Leinen

S&D, Allemagne (1999-2019)
jo.leinen@outlook.com

LA POLITIQUE DE L'UE EN MATIÈRE DE MIGRATION

L'augmentation du nombre de réfugiés requiert une nouvelle approche de la politique migratoire de l'Union

Selon un rapport du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) des Nations unies, 79,5 millions de personnes sont actuellement déracinées dans le monde, soit plus de 1 % de la population mondiale; ce chiffre a doublé au cours des dix dernières années.

«Le phénomène [des déplacements forcés] n'est plus à court terme et transitoire », explique Filippo Grandi, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. L'Union européenne devra s'adapter à cette situation, mais davantage dans ses relations avec les pays tiers qu'au sein de ses États membres. Il n'y a aucune raison de s'inquiéter dans l'Union européenne: l'augmentation du nombre de réfugiés ne concerne pas l'Europe, pour l'essentiel. En effet, la plupart de ces personnes ne franchissent pas même une frontière, mais cherchent refuge dans leur propre pays. Ces déplacés internes sont maintenant au nombre de 45,7 millions et ils sont de plus en plus nombreux à prendre la fuite

à cause des conflits en République démocratique du Congo, au Sahel, au Yémen ou en Syrie. Au Burkina Faso, par exemple, il y avait environ 80 000 déplacés internes début 2019; aujourd'hui, en raison des attaques des milices djihadistes ou de l'armée, ils sont environ dix fois plus nombreux (près de 850 000).

«Selon un rapport du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) des Nations unies, 79,5 millions de personnes sont actuellement déracinées dans le monde»

Les personnes s'étant réfugiées dans un autre pays sont au total 29,6 millions; récemment, 3,6 millions de Vénézuéliens se sont exilés dans un pays voisin d'Amérique du Sud. La majorité des réfugiés internationaux proviennent de quelques pays seulement: 6,6 millions de Syrie, 2,7 millions d'Afghanistan, 2,2 millions du Soudan du Sud et 1,1 million du Myanmar. Bien qu'ils traversent des frontières, ils s'établissent généralement à proximité de celles-ci. 85% des personnes en demande de protection ne viennent pas en Europe, mais restent dans des pays pauvres, et 80% d'entre elles vivent même dans des régions ou des pays touchés par la malnutrition. Moins de 10% d'entre elles cherchent refuge en Europe. La plupart des réfugiés dans le monde vivent en Turquie (3,6 millions), en Colombie (1,8 million), au Pakistan et en

Ouganda (1,4 million chacun), puis en Allemagne (1,15 million), le pays européen qui compte le plus grand nombre de réfugiés. Toutefois, ces données sont trompeuses si l'on ne tient compte que des chiffres absolus. En Allemagne, seul un habitant sur 72 est une personne déplacée, en Turquie un sur 23, en Jordanie un sur 15, et un sur 7 au Liban. La pandémie de COVID-19, qui a déclenché une crise économique mondiale, a encore aggravé la situation. La majorité des personnes réfugiées et déracinées vivent dans des zones aux ressources extrêmement limitées. Selon David Miliband, président du Comité international de secours, «ces chiffres devraient servir de signal d'alarme à la communauté internationale. Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin d'une approche européenne qui place les personnes, et non les frontières, au centre de la politique migratoire». On ne peut qu'espérer que la présidence allemande du Conseil réussira à jeter les bases d'un pacte européen sur la migration et l'asile qui réponde à cette exigence et qui, par exemple, contribue à contrer l'escalade du conflit en Libye et à remédier aux conditions désastreuses dans les îles grecques. Avec la bonne volonté de toutes les parties concernées, il devrait être possible de s'entendre sur une approche qui apporte un soutien en dehors de l'Union, et à l'intérieur de l'Union, qui permette une forme de partage des responsabilités acceptable par tous.

Karin Junker
PSE, Allemagne (1989-2004)
karin.junker@t-online.de



Fedasil, Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile © Union européenne 2017 - Source : PE

JOSÉ VIDAL-BENEYTO, UN PRO-EUROPÉEN EXEMPLAIRE

Il y a dix ans nous quittait un intellectuel et responsable politique espagnol qui n'aurait certainement pas démerité en tant que député au Parlement européen, ce qu'il n'est jamais devenu, sans doute en raison de sa réticence innée à la discipline qu'imposent les partis politiques quels qu'ils soient, même si ses idées et son engagement ont toujours gravité dans le champ de la gauche. Il a exprimé son engagement en faveur de la construction européenne dans ses fonctions de directeur général de l'éducation et de la culture au Conseil de l'Europe (de 1985 à 1991); puis, jusqu'à 1993, en tant que conseiller à la culture et à la communication de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD); enfin, de 1993 à 1999, il a œuvré, en tant que conseiller spécial à l'UNESCO, pour le rapprochement culturel entre les deux rives de la Méditerranée. Dans le domaine de l'éducation, il a, de sa propre initiative – et parfois même sur ses propres deniers –, encouragé la diffusion des savoirs et la dimension culturelle de l'Europe en créant le «Collège des hautes études européennes Michel Servet», du nom de ce scientifique et théologien espagnol du XVI^e siècle persécuté par l'Église catholique et exécuté par

les calvinistes.

Les écrits de Vidal dans le champ sociologique, culturel et politique sont d'une importance considérable. Chez les démocrates espagnols, José (surnommé «Pepín») Vidal-Beneyto a laissé des souvenirs ineffaçables, lors d'événements désormais lointains mais mémorables comme la célébration à Munich, en 1962, du IV^e Congrès du Mouvement européen international, qui fut l'occasion d'une rencontre entre opposants espagnols de l'intérieur et en exil, ce qui ouvrit une voie, pacifique mais réelle, vers la démocratie dans notre pays et vers son adhésion à ce qui s'appelait alors les communautés européennes. Cette rencontre, que la dictature franquiste qualifia de «contubernio» («concubinage») afin de justifier la répression exercée à l'encontre de ceux qui y assistèrent, fut en grande partie organisée par Vidal-Beneyto qui, sous le pseudonyme de «M. Zabala» et en traversant clandestinement la frontière, nous mit en relation, nous autres participants venus de part et d'autre de celle-ci.

Une fois la démocratie rétablie en Espagne (en 1976), Vidal-Beneyto dénonça avec force ce qu'il qualifia «de mutilation de la mémoire historique», à savoir la permanence, dans la hiérarchie sociale, de la «classe politique franquiste et sa fervente (?) conversion aux nouveaux principes». En ce qui concerne le versant européen, Vidal-Beneyto n'eut de cesse de réclamer une «Europe politique, sociale et écologique».

Il ne se priva pas de critiquer ouvertement les demi-mesures –

absence de listes parlementaires transnationales, non-élection par le Parlement européen du président de la Commission, unanimité fréquente au sein du Conseil, «gouvernance», etc. – au point de combattre en 2005, aux côtés d'une aile du Parti socialiste français, la ratification par la France du projet de Constitution, qui se heurta au «non» de ce pays comme à celui des Pays-Bas – ce qui causa un retour à la case départ, situation qui, fort heureusement, fut surmontée, au moins partiellement, par le traité de Lisbonne.

Les divergences, purement tactiques, entre Vidal et l'auteur de ces lignes, n'ont jamais obscurci notre amitié. Lui voulait aller plus loin, alors que nous qui avons voté «oui» en Espagne nous satisfaisions de ce progrès constitutionnel.

Cette divergence me rappela celle qui m'avait opposé, lorsque je suis entré au Parlement européen en 1986, à Altiero Spinelli, qui déplorait mon refus de me joindre à la campagne qu'il menait contre l'Acte unique, qu'il trouvait trop timide en matière de fédéralisme.

Spinelli et Vidal-Beneyto, partisans du «maximum», désapprouvaient le «possibilisme» que nous autres acceptions.

Mais sans leur haut degré d'exigence, peut-être n'aurions-nous guère dépassé le stade des bonnes intentions.

Remercions donc pour leur maximalisme tant décrié «le lion de Ventotene» et José Vidal-Beneyto, «le lion de Carcaixent»!

Carlos M^a Bru Purón

PSE, Espagne (1986-1994/1999)
cmbrupuron@hotmail.com



José Vidal-Beneyto et Rafael Alberti au Parlement européen ©Roderic

JOYEUX 85E ANNIVERSAIRE JOSÉ MARÍA

C'est avec grand plaisir que je rédige ces quelques mots en l'honneur de José María Gil Robles, à l'occasion de son 85e anniversaire. Justement, nous avons été en contact il y a quelques semaines seulement! Ici en Irlande, comme ailleurs en Europe, nous avons vu chaque soir aux informations des images profondément bouleversantes de la souffrance de nombreuses personnes en Italie et en Espagne, ainsi que dans d'autres parties de notre continent. Quelle tristesse de voir des lieux et des peuples si chers à nos yeux lutter aussi durement contre la pandémie de COVID-19! J'ai pensé à José María et à sa famille, à son âge vénérable et à sa possible vulnérabilité. Je me suis demandé si je devais le contacter ou si, vu les circonstances, ce serait là un acte imprudent. Je lui ai envoyé un bref message et, rapidement, j'ai reçu une réponse encourageante: «heureusement, nous allons tous bien». En effet, mon cher ami, heureusement que nous pouvons célébrer, avec vous et vos collègues de l'association des anciens députés, cette étape importante de votre

longue et illustre vie. Et je ne parle pas de carrière car José María n'est pas un carriériste et ne l'a jamais été. Au cours des dernières décennies, nos chemins se sont croisés à maintes reprises. Nous avons tous deux été élus au Parlement européen en 1989. Nous avons tous deux eu le privilège d'en être le président. Nous avons tous deux présidé l'association des anciens députés, le Mouvement européen international et la Fondation Jean Monnet pour l'Europe. À chaque fois que José María quittait une fonction, je lui succédais, pas toujours immédiatement, mais le moment venu. À vrai dire, depuis que nous avons quitté le Parlement en même temps, en 2004, j'ai appris à connaître et à apprécier personnellement José María encore plus que lorsque nous étions tous deux députés européens. Une longue vie, c'est comme une pièce de théâtre en plusieurs actes. La politique et le service public font partie de l'ADN personnel et culturel que José María a hérité de son père. José María a vécu son enfance et la plupart des années décisives de sa jeunesse à Estoril, où ses parents vivaient en exil. Il n'avait pas encore dix ans lorsque la Seconde Guerre mondiale a pris fin en Europe, et à dix-sept ans, il est retourné en Espagne pour étudier le droit. À cette époque, Estoril était une sorte de melting-pot culturel et linguistique où de nombreuses familles fuyant l'Europe occupée avaient trouvé refuge. C'est là-bas que le jeune José María avait déjà commencé à apprendre le portugais, le français, l'anglais et l'italien - un don développé grâce à des circonstances

fortuites, qui lui sera utile des années plus tard.

Éminent juriste, il a été conseiller juridique au Parlement espagnol, puis il a exercé pendant plusieurs décennies la profession d'avocat grâce à son adhésion à de multiples associations du barreau espagnol, et a été l'auteur de nombreuses publications, notamment sur le droit parlementaire et public. En parallèle, il a consacré des années de sa vie au service du mouvement démocrate-chrétien en Espagne. Tous ces efforts ont été couronnés par son élection au Parlement européen alors qu'il avait un peu plus de cinquante ans, et par les éminents services qu'il a rendus à cette institution et plus largement à la cause européenne depuis lors.

Mais pour décrire avec précision cet homme discret, calme et profond, l'on ne saurait se limiter à évoquer ses actions, il faut aussi souligner sa manière d'être. La citation suivante d'Abraham Lincoln résume parfaitement mon sentiment à propos de José María: «le caractère est comme un arbre, et la réputation son ombre. L'ombre est ce qu'on en pense, mais l'arbre est la véritable chose». José María Gil Robles est un homme de caractère que j'ai la chance de compter parmi mes amis. Joyeux 85e anniversaire, cher José María.

Pat Cox

Ancien Président du PE
ELDR, Irlande (1989-2004)
pat@patcox.eu



José María Gil-Robles et Pat Cox
©Communautés Européennes 2003

MAISON DE LA DÉMOCRATIE (HOUSE OF DEMOCRACY)

Selon un dicton bien connu en Angleterre, «les vieux soldats ne meurent jamais, ils ne font que s'effacer». En tant que «vieux» député européen, je n'ai jamais eu, et n'ai toujours pas l'intention de m'effacer.

“La démocratie est importante à tous les niveaux, du hameau à la petite ville, des régions aux États et jusqu'aux organisations supranationales comme l'Union européenne.”

Le vieux député que je suis, donc, a retrouvé ses racines régionales en 2005 et a été élu au sein d'un conseil de comté dans le Hampshire, dont il est ensuite devenu le président. Le Hampshire est une région prospère d'environ 1,5 million d'habitants dans le sud de l'Angleterre. Dans son chef-lieu, Winchester, trône une statue d'Alfred le Grand, seul roi d'Angleterre à avoir reçu cette épithète, et que certains considèrent comme le fondateur du pays pour avoir vaincu les Danois lors de la bataille d'Edington en l'an 878.



Roy Perry ©Union européenne

L'Angleterre a-t-elle été en guerre contre d'autres parties de l'Europe depuis lors? Je le crains. Le Hampshire fait depuis longtemps partie de l'Assemblée des régions d'Europe (ARE), dont j'ai d'ailleurs été vice-président pendant quelque temps.

L'ARE compte des membres de toute l'Europe, de la Turquie à la Norvège, de la Biélorussie au Royaume-Uni; autrement dit, elle ne se limite pas aux États membres de l'Union européenne.

La démocratie est importante à tous les niveaux, du hameau à la petite ville, des régions aux États et jusqu'aux organisations supranationales comme l'Union européenne. Le concept d'individu libre est au cœur de la démocratie, de la même manière que les régimes parlementaires se fondent sur des concepts tels que la liberté d'association, la liberté d'expression et l'état de droit. Toutes ces valeurs sont menacées dans certaines parties du monde, y compris en Europe.

Dans les dernières décennies du XXe siècle, il a longtemps semblé que le monde entier allait inéluctablement converger vers la démocratie, tout particulièrement après l'écroulement du rideau de fer. Mais est-ce toujours le cas? La démocratie est-elle si solide quand, même aux États-Unis, un président peut donner l'ordre aux troupes de tirer des gaz lacrymogènes pour disperser des manifestants pacifiques devant la Maison Blanche?

C'est pour cela, et parce que je ne suis pas disposé à m'effacer sans rien faire, que j'ai l'honneur d'apporter mon soutien à une nouvelle ONG basée à Bruxelles:



House of Democracy - Human Centred Development. Il s'agit d'une organisation transpartisane, présidée par une femme médecin turque, ancienne vice-présidente de la région d'Istanbul. Parmi les fondateurs, on compte un ancien secrétaire général de l'ARE, de nationalité allemande, ainsi qu'un jeune Suisse qui a présidé le Réseau européen de la jeunesse de cette même assemblée.

Malheureusement, en raison de la pandémie de COVID-19, notre lancement prévu le 16 mars à Bruxelles a dû être reporté, mais des idées et des articles sont d'ores et déjà publiés sur le site internet de l'organisation, par exemple sur le thème «COVID-19 et démocratie». Si vous voulez contribuer à défendre la démocratie, et si vous êtes d'accord avec Barack Obama, lorsqu'il a, dans un de ses discours, cité une autre formule bien connue, selon laquelle «tout ce dont a besoin le mal pour triompher est que les femmes et les hommes de bien ne fassent rien», venez nous découvrir sur www.houseofdemocracy.com.

Roy Perry

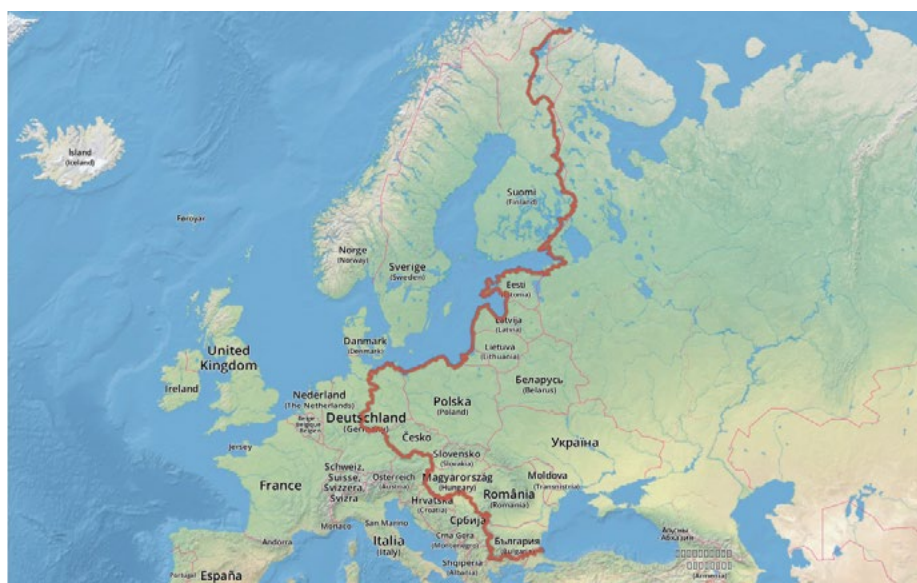
PPE, Royaume-Uni (1994-2004)
roy.perry123@btinternet.com

LE QUATRIÈME TOME DU IRON CURTAIN TRAIL

La véloroute du Rideau de fer

Cette année, nous commémorons le 30e anniversaire de la chute du rideau de fer en Europe. Dès 2015, le Parlement européen a demandé à la Commission et aux États membres de «mettre en place l'initiative «véloroute du Rideau de fer» [...] afin de promouvoir l'identité européenne».

L'itinéraire longe la frontière occidentale des anciens États du Pacte de Varsovie et traverse 20 pays, dont 15 sont des États membres de l'Union européenne. Après la frontière russo-norvégienne et la frontière finno-russe, il longe les côtes de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de Kaliningrad, de la Pologne et de l'ex-RDA. Le tracé suit ensuite l'ancienne ligne de frontière interallemande jusqu'à l'intersection entre les trois États que sont la Saxe, la Bavière et la Tchéquie, puis franchit le Danube au niveau de la capitale slovaque Bratislava. La véloroute passe la frontière austro-hongroise, puis suit le cours du fleuve à travers la Slovénie et la Croatie, et le long de la frontière entre la Roumanie et la Serbie. Après avoir traversé la Bulgarie, la Macédoine du Nord et



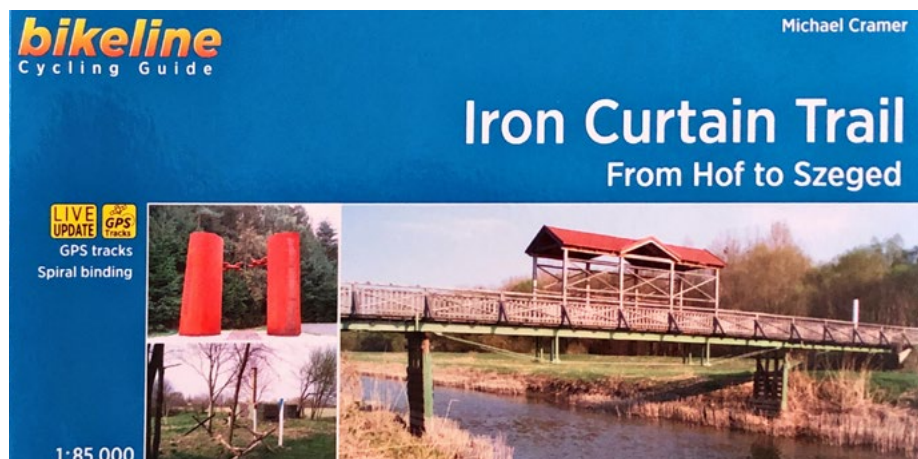
La véloroute du rideau de fer ©EuroVelo

la Grèce, elle s'arrête finalement sur la côte bulgare de la mer Noire, à la pointe nord de la Turquie. En tant que piste EuroVelo 13, dont les mécènes sont Marianne Birthler, Vaclav Havel et Lech Wałęsa, la véloroute du Rideau de fer fait partie du concept EuroVelo de l'Union européenne. Elle nous fait découvrir, sur l'ancienne «bande de la mort», l'histoire, la politique, la culture et la nature même de l'Europe.

“L’itinéraire longe la frontière occidentale des anciens États du Pacte de Varsovie et traverse 20 pays, dont 15 sont des États membres de l’Union européenne.”

J’ai rédigé les cinq tomes de ce guide de cyclotourisme en anglais et en allemand, et il a été exposé à la Biennale de Venise en 2018 sous le slogan «Unbuilding Walls» («faire tomber les murs»). En 2019, la véloroute du Rideau de fer www.ironcurtaintrail.eu a été présentée par Hans-Gert Pöttering à la Maison de l’histoire européenne et labellisée «itinéraire culturel du Conseil de l’Europe».

Michael Cramer
Verts/ALE, Allemagne (2004-2019)
michacramer@t-online.de



FOCUS

Questions de santé



PANDÉMIES

L'espèce humaine se prépare, une fois de plus, à faire face aux conséquences d'une pandémie mondiale qui fait des milliers de morts et cause de multiples dommages collatéraux, tant économiques que sociaux. La mémoire historique la plus lointaine nous renseigne en détail sur les maladies qui ont ravagé l'Europe médiévale. De temps moins anciens, nous gardons le souvenir d'une grippe, nommée à tort «grippe espagnole», qui a sévi au début du XXe siècle, ou d'autres maladies plus récentes, mais non moins mortelles, comme le choléra ou le virus Ebola. Nous sommes forts de cette expérience ainsi que des traitements et des vaccins que nous administrons. Mais quelque chose a profondément changé, et ce quelque chose, c'est la mondialisation. Ce phénomène, que certains ont voulu circonscrire à la seule sphère économique, englobe aujourd'hui, tout ce que l'humanité est capable d'élaborer, de fabriquer ou de consommer. La culture, tout comme l'économie et les migrations, ne connaît plus de frontières. Les maladies et les pandémies non plus. C'est dans leur dimension planétaire que nous abordons aujourd'hui des défis comme le sida ou la COVID-19. Leurs modes de contamination sont très différents et ces deux maladies sont devenues le principal défi sanitaire pour l'humanité du XXIe siècle. Il nous faut relever ce défi à différents niveaux, mais je me pencherai ici sur trois domaines en particulier.

Le premier est la science. La lutte contre la pandémie de sida, dont j'ai fait l'expérience en première ligne, nous a montré que le

travail d'équipe entre chercheurs, scientifiques et médecins est essentiel pour progresser. Le partage de l'information en temps réel est devenu essentiel. Il en va de même pour la COVID-19. En quelques mois, le volume de connaissances généré a été spectaculaire. Les moyens économiques dévolus à cet effort, soutenu par des capitaux privés et publics, devrait garantir l'exploitation généralisée et sans discrimination de ces connaissances par l'ensemble de la société. Les difficultés rencontrées pour accéder au traitement du sida en raison de son coût élevé doivent nous inciter à rester sur nos gardes. Personne ne peut ou ne doit être exclu des progrès scientifiques pour des raisons économiques ou sociales.

“Lorsque la santé devient un droit collectif de la société dans son ensemble, elle perd une partie de sa nature privée et tombe dans le domaine public.”

Le deuxième domaine est celui de la pédagogie et de la restriction, dans le meilleur sens du terme. Il concerne la responsabilité personnelle de chaque individu envers son propre corps et envers les autres. Lorsqu'un individu, par son comportement répréhensible et dénué d'esprit de solidarité, fait peser une menace sur la santé publique, les autorités démocratiques sont en droit de lui imposer/infliger des sanctions appropriées. Le principe de précaution le plus élémentaire, fondé sur la science, doit définir, de manière proportionnelle, des

règles et des limites. Lorsque la santé devient un droit collectif de la société dans son ensemble, elle perd une partie de sa nature privée et tombe dans le domaine public.

Le troisième domaine est celui de l'Europe et de ses institutions. La pandémie et ses rebonds éventuels ne peuvent être enrayerés sans une politique sociale forte au niveau européen. Il est urgent d'établir de nouveaux accords et de nouvelles priorités. Des politiques de grande ampleur fondées sur une autorité européenne puissante sont indispensables. Le droit à la santé, selon l'OMS, est le droit le plus fondamental et le plus élémentaire; ce droit doit être universel. Il est bien connu que les inégalités sociales et la pauvreté renforcent les maladies. Aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire de reconnaître le rôle bénéfique de dépenses publiques mûrement réfléchies et bien ciblées. L'obsession du déficit et de la dette, surtout en période de pandémie, doit être orientée vers le bien-être de tous, si l'on veut que les citoyens aient confiance en leurs institutions.

Caterina Mieras Barceló MD

Ancienne membre du premier groupe d'étude européen sur le SIDA/KS
caterinamieras@hotmail.com

LA PANDÉMIE DE COVID 19 N'EST PAS TERMINÉE...

... et nous devons rester sur nos gardes!

La pandémie de COVID 19 a engendré, en Europe et dans le monde, une situation d'urgence de santé publique inédite; plus de 8 millions de cas ont en effet été recensés dans le monde à la mi-juin 2020, dont un demi-million ont abouti à un décès. Si cette pandémie constitue d'abord une tragédie humaine, ses incidences socioéconomiques sur la société sont colossales.

Le 31 décembre 2019, un foyer de cas de pneumonie d'étiologie inconnue, parmi lesquels de nombreux cas graves, a été signalé à Wuhan, dans la province chinoise de Hubei. Dix jours plus tard, le CDC chinois annonçait qu'un nouveau coronavirus, qui n'avait jamais encore été détecté chez l'homme, était à l'origine de cette pandémie de COVID 19 (maladie à coronavirus 2019)¹². Les épidémies humaines liées aux infections causées par de nouveaux virus constituent toujours un enjeu de santé publique, étant

1. News X. «Experts claim that a new coronavirus is identified in Wuhan 2020» [14 janvier 2020]. Consultable à l'adresse suivante: http://www.xinhuanet.com/2020-01/09/c_1125438971.htm

2. Le 12 février 2020, le nouveau coronavirus a été dénommé coronavirus du syndrome respiratoire aigu sévère 2 (SRAS-CoV-2), tandis que la maladie associée à ce coronavirus est désormais appelée COVID 19.
[https://www.who.int/fr/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/technical-guidance/naming-the-coronavirus-disease-\(covid-2019\)-and-the-virus-that-causes-it](https://www.who.int/fr/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/technical-guidance/naming-the-coronavirus-disease-(covid-2019)-and-the-virus-that-causes-it)

donné le peu de connaissances dont on dispose sur les caractéristiques du virus, la manière dont il se transmet d'un individu à l'autre, la gravité ou le traitement des infections qui en découlent.

L'équipe de veille sanitaire du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) a repéré les tout premiers signaux le 31 décembre 2019; depuis lors, l'ECDC suit attentivement la situation et a renforcé autant que possible le degré de préparation en interne du centre de gestion des urgences en janvier 2020. À ce jour, près de 100 experts de l'ECDC contribuent directement aux travaux menés sur la COVID 19, en effectuant un suivi attentif de l'évolution de la pandémie dans l'Union et au niveau mondial et en procédant à la mise à jour quotidienne des cartes et des tableaux figurant sur notre site web. Nous mettons régulièrement à jour nos évaluations des risques, nos documents d'orientation et nos documents techniques, et fournissons des orientations aux États membres dans le cadre de visio- ou de téléconférences, de webinaires, de formations et d'échanges de documents techniques, apportant ainsi une assistance effective aux pays de l'UE/EEE et aux institutions de l'Union.

Tout au long de la pandémie, l'ECDC a travaillé étroitement avec les collègues de la Commission européenne et participé à des échanges de vues avec d'autres institutions de l'Union telles que le Conseil et le Parlement européen, ainsi qu'avec l'OMS et d'autres CDC, notamment en Chine, aux États-Unis et en Afrique. Nous avons



Le bâtiment du PE converti en centre d'essai Covid-19 ©Michel Christen Photographe

également participé aux réunions du comité de sécurité sanitaire et du Conseil EPSCO ainsi qu'aux réunions organisées dans le cadre du dispositif intégré pour une réaction au niveau politique dans les situations de crise (IPCR). Pour informer les citoyens, nous produisons en permanence des supports d'information et sommes actifs sur les médias sociaux. État des connaissances sur le virus SARS-CoV-2:

Si le virus est probablement d'origine animale, il se propage désormais par voie de transmission interhumaine. Il se transmet principalement par la voie des gouttelettes respiratoires produites par éternuement, par la toux ou lors d'interactions étroites et prolongées.

Les éléments dont nous disposons suggèrent que la période infectieuse peut débuter un à trois jours avant l'apparition des premiers symptômes, mais il est probable que les malades sont particulièrement contagieux lors de la période symptomatique, même si ces symptômes sont de faible intensité et ne présentent aucune spécificité particulière. Le virus a également été détecté chez des personnes infectées, mais asymptomatiques; cependant les

éléments disponibles ne permettent pas d'établir si ces individus jouent un rôle déterminant dans la propagation de l'épidémie.

“Il est également crucial de rappeler de manière constante à la population l'importance des comportements individuels: garder ses distances, se laver scrupuleusement les mains, utiliser des masques en cas d'impossibilité de maintenir ses distances et rester chez soi lorsque l'on présente des symptômes.”

Si la majorité des personnes touchées par la COVID 19 présentent des symptômes bénins, l'analyse des données issues du Système européen de surveillance (TESSy) montre que le risque d'hospitalisation s'accroît rapidement avec l'âge et que le risque de décès augmente à partir de 50 ans. La majorité des hospitalisations et des décès concernent les catégories personnes les plus âgées³.

On estime que les personnes

3. Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC). «Methodology for estimating point prevalence of SARSCoV-2 infection by pooled RT-PCR testing Stockholm»: ECDC; 2020 [9 juin 2020]. Consultable à l'adresse suivante: <https://www.ecdc.europa.eu/sites/default/files/documents/Methodology-estimating-point-prevalence%20-SARS-CoV-2-infection-pooled-RT-PCR-testing.pdf>.

âgées de plus de 70 ans ainsi que celles qui souffrent de pathologies préexistantes (hypertension, diabète, maladies cardiovasculaires, maladies respiratoires chroniques, cancer etc.) présentent un risque accru de développer des symptômes graves. Quelles sont les perspectives pour cet automne et pour l'avenir?

La COVID 19 s'est déjà propagée dans le monde entier. Le virus peut surgir en un endroit après avoir été enrayé ailleurs, de sorte que nous devons y faire face d'une manière ou d'une autre dans un avenir prévisible. Il est encore prématuré de tirer des conclusions sur la possible saisonnalité de la maladie.

La disponibilité éventuelle de vaccins ou de thérapies efficaces peut modifier considérablement la donne. Compte tenu des nombreuses incertitudes et inconnues liées à l'évolution de la pandémie de COVID 19, mais également des enseignements qui ont pu en être tirés à ce jour, nous devons nous préparer à l'arrivée d'une deuxième vague plus tard dans l'année. Cette préparation devrait se traduire par la constitution de capacités de test et de traçage des contacts à grande échelle, la mise en place de systèmes de surveillance permettant de détecter immédiatement toute nouvelle recrudescence de la maladie et la préparation des hôpitaux, y compris par le stockage d'équipements et de médicaments essentiels. Cette planification pourrait être guidée par des revues après action⁴ et l'ECDC est disposé à prêter

4. «ECDC Technical report - Conducting in-action and after-action reviews of the public health response to COVID 19»: <https://www.ecdc.europa.eu/en/publications-data/conducting-action-and-after-action-reviews-public-health-response-covid-19>

Visitez le site web de l'ECDC consacré à la pandémie de COVID-19 pour consulter les documents d'orientation et les publications de l'agence, ainsi que les dernières données sur la situation épidémiologique en Europe et dans le monde: www.ecdc.europa.eu/en/covid-19-pandemic

assistance aux États membres⁵ dans ce domaine.

Il est également crucial de rappeler de manière constante à la population l'importance des comportements individuels: garder ses distances, se laver scrupuleusement les mains, utiliser des masques en cas d'impossibilité de maintenir ses distances et rester chez soi lorsque l'on présente des symptômes. La pandémie n'est pas terminée et il ne faut pas baisser la garde. Nous devons nous adapter à cette «nouvelle normalité». Ensemble, nous pouvons contrôler la propagation du virus.

Andrea Ammon
Directeur de l'ECDC
@ECDC_EU

5. Évaluation rapide des risques de l'ECDC sur la maladie du coronavirus 2019 (COVID 19) dans l'UE/EEE et au Royaume-Uni (dixième mise à jour): <https://www.ecdc.europa.eu/en/publications-data/rapid-risk-assessment-coronavirus-disease-2019-covid-19-pandemic-tenth-update>

SANTÉ DES CITOYENS EUROPÉENS

“La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d’infirmité”. (OMS, 1948)

Plus de 70 ans après, c’est toujours la définition la plus acceptable de la santé.

Dans l’Union européenne, la fourniture de soins de santé relève de la responsabilité de chaque État membre. L’Union européenne a toutefois certaines responsabilités en ce qui concerne les questions liées à la protection de la santé publique et à la lutte contre les menaces transfrontalières.

Cette responsabilité est devenue beaucoup plus évidente dans le contexte de la pire pandémie que le monde ait connue au cours des 120 dernières années. Face à un être acellulaire de 200 nanomètres, destructeur des systèmes de soins de santé, nous étions aussi prêts et préparés que possible à la combattre. Nous étions prêts à protéger nos régions et nos villes les plus vulnérables.

Il est regrettable qu’il ait fallu l’une des pandémies les plus dévastatrices

pour que les décideurs politiques européens comprennent vraiment la valeur de la santé et le danger qu’elle peut représenter pour nos sociétés. Cela a conduit à la présentation d’une proposition pour le nouveau programme de santé de l’UE, EU4Health, dont le budget a été porté de 500 millions d’euros à 9,4 milliards d’euros. Il va sans dire qu’il s’agit d’une étape importante, qui a été franchie sur la base des enseignements tirés de la pandémie COVID-19. Toutefois, ce programme ne doit pas reposer uniquement sur la fourniture de soins de santé et la résilience des systèmes de santé. Il doit s’attaquer aux causes profondes de la maladie afin de garantir le bien-être physique, mental et social. Ce programme devrait s’attaquer aux déterminants socio-économiques et environnementaux de la santé et viser à réduire les inégalités dans la fourniture de soins de santé entre les citoyens, les villes, les régions et les États membres. C’est une occasion incroyable de s’attaquer aux questions relatives à la santé dans toutes les politiques de l’UE et de faire en sorte qu’elles soient centrées sur la santé. De plus, c’est l’occasion idéale de mettre en place une union européenne de la santé, ce à quoi nous aurions dû donner la priorité depuis longtemps. Nous le devons à nos citoyens.

Sara Cerdas, MdPE

Coprésidente du groupe de travail sur la santé
sara.cerdas-office@europarl.europa.eu

Programme «L’UE pour la santé».

Le programme «L’UE pour la santé» apportera une contribution significative à la relance qui suivra la crise du COVID-19 en améliorant la santé de la population de l’UE, en renforçant la résilience des systèmes de santé et en promouvant l’innovation dans le secteur de la santé. Ce nouveau programme comblera également les lacunes révélées par la crise du COVID-19 et garantira que les systèmes de santé de l’UE sont suffisamment résistants pour faire face aux menaces nouvelles et futures sur la santé.

Le programme «L’UE pour la santé» poursuit trois objectifs généraux:

1. protéger la population de l’UE contre les menaces transfrontières graves sur la santé et améliorer la capacité de gestion des crises;
2. assurer la disponibilité de médicaments, de dispositifs médicaux et d’autres produits utiles en situation de crise à un coût abordable et soutenir l’innovation;
3. renforcer les systèmes de santé et la main-d’œuvre dans le secteur des soins de santé, y compris en investissant dans la santé publique, par exemple par l’intermédiaire de programmes de promotion de la santé et de prévention des maladies et améliorer l’accès aux soins de santé.

More information in: https://ec.europa.eu/health/funding/eu4health_en



CE QUE LA PANDÉMIE DE COVID-19 NOUS APPREND

La pandémie de COVID-19 nous a pris au dépourvu et nous a fait prendre conscience de notre vulnérabilité en tant qu'individus et de la fragilité de tous les systèmes de notre société. Il est devenu évident que la qualité de vie dont nous bénéficions dans l'Union européenne n'est pas acquise et, surtout, n'est pas immuable.

“Les mesures prises tardivement et le populisme politique compromettent dangereusement la santé publique en cas de pandémie.”

Pour la première fois dans l'histoire, les institutions de l'Union et les gouvernements des États membres ont décidé d'interrompre complètement la vie publique et ont mis en place un confinement. Avec la fermeture des frontières, des aéroports, des écoles et des universités, ainsi que l'annulation des manifestations culturelles et sportives, c'est toute la vie publique qui s'est arrêtée. Nous avons été mis en quarantaine dans nos propres maisons.

Quelles leçons pouvons-nous tirer de cette pandémie? Nos systèmes de santé doivent être mieux préparés. Nous avons besoin de personnel, de stocks d'équipements de protection (pour les professionnels de santé en priorité), d'une capacité hospitalière suffisante dans les services d'isolement et du matériel médical adapté, tels que des respirateurs. Nous devons également améliorer,

au sein des institutions européennes, notre communication avec les citoyens de l'Union, et ce pas uniquement en période de pandémie. Les citoyens doivent être informés de la manière dont ils sont protégés en cas de crise sanitaire, et être conscients de l'importance de notre communauté et de la solidarité existant entre les États membres. La reconnaissance de la crise sanitaire et l'action en temps utile des institutions et gouvernements de l'Union dans les États membres sont essentielles pour sauver des vies. En revanche, les mesures prises tardivement et le populisme politique compromettent dangereusement la santé publique en cas de pandémie. Toutes les personnes qui luttent en première ligne contre la pandémie doivent bénéficier d'une préparation psychologique ad hoc: en priorité, les professionnels de santé, mais aussi le personnel de tous les services publics qui subviennent à nos besoins élémentaires en denrées alimentaires, en énergie et en télécommunications. Cette période de pandémie nous a immergés plus que jamais dans la société numérique: le télétravail, les réunions à distance sur Zoom ou WebEx, la télémedecine, l'apprentissage et les interactions sociales en ligne sont devenues la norme. Les personnes âgées ont besoin d'une formation continue et adaptée à l'utilisation des technologies numériques car ces compétences, innées chez les jeunes générations (les «enfants du numérique»), ne sont pas évidentes pour eux.

En outre, la pandémie de COVID-19 a dans les premiers temps ébranlé notre système d'approvisionnement

alimentaire, ce qui a accentué l'anxiété ressentie par les citoyens pendant le confinement. Nous devons accroître l'autosuffisance alimentaire de l'Union. Je développe cette question dans mon livre intitulé *Start Up Europe*.

La réduction de la consommation en raison de la crise sanitaire entraîne une augmentation du taux de chômage, mais aussi, parallèlement, une réduction de la pollution de l'environnement. Cette situation mène à considérer des questions clés sur la manière dont nous pourrions dépenser moins, ou encore lutter contre le chômage et changer nos habitudes tout en conservant une bonne qualité de vie.

Nous devons remédier à la vulnérabilité des petites et moyennes entreprises face à d'éventuelles perturbations résultant de la pandémie, au moyen d'une politique fiscale appropriée et en encourageant l'innovation.

À l'issue de la pandémie et de la transition vers une «nouvelle normalité», il est essentiel de communiquer avec les citoyens sur la manière d'adapter nos modes de vie à cette période marquée par la menace sanitaire d'une nouvelle vague de COVID-19. Au niveau personnel, toutefois, nous devons réfléchir davantage à ce qui est essentiel et à ce qui l'est moins.

Zofija Mazej Kukovič

Vice-présidente du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies.

Membre du Conseil d'administration de l'AAD PPE-DE, Slovénie (2011-2014)
zofija.mazejkukovic@gmail.com

CRISE SANITAIRE: DYNAMISATION DE L'INNOVATION

Les mesures d'urgence pour faire face à la crise de la COVID-19 démontrent le rôle essentiel des marchés publics dans l'accélération et le déploiement de l'innovation. Or la législation est souvent citée comme un obstacle à celle-ci. Toutefois, les contraintes juridiques ne semblent pas avoir empêché les pouvoirs publics de répondre à l'urgence sanitaire. En effet, les décideurs de l'Union ont explicitement encouragé l'utilisation des instruments juridiques existants et augmenté leur flexibilité. Dynamiser le potentiel d'innovation des marchés publics sera essentiel pour atteindre les objectifs ambitieux qui s'imposeront aux pouvoirs publics de l'Union au fur et à mesure de la reprise de l'économie mondiale. Les solutions doivent être développées et déployées plus rapidement. Il convient d'encourager les fournisseurs les plus novateurs, grâce à la mise en place de nouveaux partenariats entre les entreprises, les universités et les instituts de recherche. Les réponses à la crise peuvent être le catalyseur d'un changement radical dans l'ensemble des organisations fournissant des services publics.

Les obstacles à l'innovation sur les marchés publics sont avant tout d'ordre comportemental et organisationnel: l'innovation nécessite une forte volonté politique pour surmonter la crainte du changement et reconnaître ouvertement les lacunes des systèmes actuels. Les organisations novatrices définissent de façon méthodique des exigences fondées sur les résultats et qui tiennent compte des critères sociaux, environnementaux et économiques. Il existe des facteurs communs évidents dans les pays,

les régions et les villes qui adoptent des marchés publics innovants: l'action politique de haut niveau; le déploiement d'un large éventail d'outils politiques; l'intégration des marchés publics dans la politique globale d'innovation; un financement public important.

Les marchés publics de solutions innovantes renforcent également les capacités d'innovation des clients et des économies nationales. Les clients les plus novateurs du secteur public accroissent leur rôle jusqu'à devenir des teneurs de marché. Ils mettent en place des défis technologiques, négocient des partenariats, financent des projets de démonstration et encadrent les entreprises novatrices afin d'accroître leur offre de produits et de services. Les concours de marché public sont des «projets de co-crédation» naturels, où les citoyens peuvent être invités à soumettre des idées répondant à des besoins non satisfaits. Les commissaires collaborent au niveau local, national et international pour trouver des solutions aux problèmes communs. L'Union est une région de premier plan au niveau mondial dans le déploiement d'outils innovants en matière de marchés publics. Le Parlement a toujours soutenu cette approche (j'ai moi-même été rapporteur pour le premier rapport du Parlement sur ce sujet, adopté en 2009). Dans le cadre de ses travaux législatifs sur la réforme des règles relatives aux marchés publics de 2014, il a fermement soutenu de nouvelles mesures visant à encourager l'innovation. L'Union a investi des fonds considérables pour encourager les programmes de marchés publics innovants dans le cadre du programme Horizon

Europe.

La DG CONNECT a joué un rôle majeur dans la promotion des marchés publics de solutions innovantes au sein de la Commission. Elle dispose d'une base de données détaillée montrant de quelle manière les innovations, développées conjointement avec les clients du secteur public, ont considérablement amélioré les services publics, et elle est à l'origine d'une plateforme de connaissances où sont partagées les meilleures pratiques. Ses recherches montrent également que ces marchés innovants produisent un excellent rendement de l'investissement public, ce qui est extrêmement efficace lorsqu'il s'agit de soutenir le développement des PME novatrices en entreprises durables.

Toutefois, les États membres ont peu recours aux marchés publics de solutions innovantes et y sont peu sensibilisés, comme le montre une étude comparative de la Commission. La Finlande est le seul pays bien classé dans cette évaluation, grâce à un engagement national fort et à des marchés publics intégrés à sa politique d'innovation. Les plans de relance de la Commission devraient faire davantage pour promouvoir des investissements publics efficaces et efficaces grâce à de tels marchés publics. Il s'agit là d'une possibilité inexploitée d'améliorer la compétitivité, la résilience et la pérennité de l'Union.

Malcolm Harbour

Royaume-Uni

PPE-DE (1999-2009)

ECR (2009-2014)

harbournutlands@sky.com

COVID-19: TRAITEMENTS ET DIAGNOSTICS

Depuis le début de la pandémie mondiale de COVID-19, les laboratoires et l'industrie dans l'Union européenne ont réagi rapidement dans le domaine du diagnostic de COVID-19.

“L'UE finance la recherche en matière de diagnostic de la COVID-19.”

En juin 2020, quelque 200, 20 et 220 tests portent le marquage CE pour chaque type de diagnostic, soit des chiffres presque doublés par rapport au mois d'avril 2020.

Les tests disponibles permettent soit de détecter directement le virus soit d'étudier l'exposition de la population au virus par la recherche d'anticorps produits par l'organisme en réaction à l'infection.

Des tests sont réalisés afin d'améliorer la performance de ces diagnostics et de les rendre plus rapides et plus faciles à utiliser. Les tests RT-PCR sont recommandés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC). Le 15 avril, la Commission européenne a adopté une communication sur les tests de diagnostic in vitro de la COVID-19 et leurs performances à l'appui des États membres.

L'UE finance la recherche en matière de diagnostic de la COVID-19, dont 6,4 millions d'euros pour trois projets au titre du programme Horizon 2020 depuis janvier 2020, et 28 millions d'euros pour cinq projets au titre de l'initiative en matière de médicaments innovants. Un projet

Horizon 2020 a déjà abouti à un test de diagnostic rapide sur le marché de l'UE.

La Commission européenne soutient également l'étude du plasma de convalescent de la COVID-19 en tant que traitement possible. Le plasma prélevé sur des patients qui se sont rétablis d'une maladie infectieuse, appelé plasma de convalescent, est riche en anticorps qui combattent le virus. Des rapports préliminaires suggèrent que le plasma de convalescent de la COVID-19 est un traitement prometteur qui s'est révélé sûr pour les patients. Plusieurs études cliniques sur la transfusion de plasma de convalescent de la COVID-19, y compris des essais aléatoires, sont en cours dans l'UE et ailleurs. La DG Informatique (DIGIT) a mis en place une plateforme en ligne¹ où les établissements de transfusion sanguine de toute l'Union peuvent échanger des données sur les dons de sang et les résultats cliniques. L'Alliance européenne du sang² coordonne les établissements de transfusion sanguine et analysera ces précieuses données, avec le soutien d'un projet Horizon 2020 intitulé SUPPORT-E.

Pour trouver un traitement, il y a différentes voies à suivre. La plus rapide consiste à tester un médicament approuvé pour déterminer sa capacité à traiter la maladie COVID-19. Une autre solution consiste à mettre au point un traitement entièrement nouveau. Cependant, dans des conditions normales, ce processus nécessite

plusieurs années pour se développer. La Commission européenne s'est engagée activement dans une coopération étroite avec l'Agence européenne des médicaments (EMA) et les États membres afin de faciliter une voie accélérée pour mettre les thérapies de la COVID-19 à la disposition des citoyens européens. L'EMA est en contact permanent avec les professionnels: 115 thérapies et 33 vaccins ont été identifiés pour être candidats. L'EMA prodigue gratuitement des conseils scientifiques rapides sur les médicaments prometteurs contre la COVID-19³. La Commission européenne a ainsi pu autoriser le premier traitement contre la COVID-19⁴.

Cependant, la mise au point et la distribution d'un vaccin efficace et sûr contre COVID-19 représente une solution durable à la pandémie. Il constitue la pierre angulaire de la réaction de la Commission européenne au coronavirus dans le cadre de la stratégie de l'UE en matière de vaccins⁵.

Andrzej Jan Rys

Membre suppléant du Conseil de l'Agence européenne des médicaments (EMA)
@IMI_JU

3. <https://www.ema.europa.eu/en/human-regulatory/overview/public-health-threats/coronavirus-disease-covid-19>

4. La finalisation de l'autorisation de mise sur le marché est en cours au moment de la rédaction de l'article

5. https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/health/coronavirus-response/public-health/coronavirus-vaccines-strategy_fr

1. https://ec.europa.eu/health/blood_tissues_organs/covid-19_fr

2. <https://europeanbloodalliance.eu/activities/convalescent-plasma-cpp/>

SANTÉ MENTALE ET COVID 19

Ces derniers mois, les gouvernements ont pris des mesures inédites pour ralentir et interrompre la transmission de la COVID 19. Ces mesures nous ont permis de gagner du temps et de réduire la pression qui s'exerce sur nos systèmes de santé; leur coût social et économique s'est toutefois révélé considérable. Les mesures de distanciation physique et d'isolement ainsi que la fermeture des écoles et des lieux de travail ont été éprouvantes, parce qu'elles touchent à ce que nous aimons, aux lieux que nous voulons fréquenter et aux personnes avec lesquelles nous voulons être. De plus, les nécessaires contre-mesures de santé publique mises en place pour prévenir et contrôler les infections, y compris les quarantaines et le confinement, ont eu des conséquences imprévues sur la santé mentale et le bien-être de la population, lesquelles s'accroîtront probablement dans le contexte des pertes d'emplois massives et de la disparition des revenus.

Il est absolument normal que nous nous sentions stressés, anxieux, angoissés et seuls en cette période. À l'OMS, nous estimons que les incidences de la COVID 19 sur notre santé mentale et notre bien-être psychologique sont considérables. Nous nous interrogeons tous sur la manière dont nous pouvons faire face et réagir aux situations de stress qui ont si rapidement envahi nos existences et nos communautés. Nous pouvons ici nous appuyer sur la force et sur les pouvoirs de résilience et de coopération remarquables que possèdent heureusement les êtres humains.

Nous faisons tous partie d'une communauté. Notre nature nous

pousse à prendre soin des autres et de rechercher auprès d'eux un soutien social et émotionnel. Les effets perturbateurs de la COVID 19 nous offrent une chance. La chance de prendre soin des autres, de discuter avec eux par téléphone ou visioconférence, de se montrer attentif et sensible à la santé mentale et au bien-être de nos proches. Notre anxiété et nos peurs doivent être reconnues et non ignorées; elles doivent être mieux comprises et prises en compte par les individus, les communautés et les gouvernements. Dans les semaines et les mois à venir, il est essentiel que nous répondions aux difficultés qui se posent en matière de santé mentale publique en Europe et dans le monde:

- en adressant en temps utile des informations claires et fiables à l'ensemble des membres de la société, aux plus jeunes comme aux plus âgés;
 - en fournissant un soutien psychosocial aux travailleurs en première ligne et aux familles endeuillées;
 - en prodiguant des soins et des traitements continus aux personnes souffrant de handicaps cognitifs, mentaux ou psychosociaux; et
 - en protégeant les droits de l'homme, notamment de ceux dont les droits sont souvent méconnus ou bafoués, parmi lesquels les migrants et les réfugiés, les prisonniers, les personnes résidant dans d'autres types d'établissements fermés, tels que les hôpitaux psychiatriques ou les centres de protection sociale, et les personnes handicapées.
- L'OMS et ses partenaires ont préparé un ensemble de supports consacrés à la COVID pour informer



@Adobe stock

et orienter les pays et le public en ce qui concerne ces différents niveaux d'accompagnement en matière de santé mentale et de soutien psychosocial. Ces supports comprennent des notes d'information accompagnées d'infographies sur la stigmatisation sociale et sur les besoins de la population en général, des professionnels de santé, des personnes bénéficiant de soins de longue durée et des autres catégories de personnes.

Dr Dan Chisholm

Gestionnaire de programme
«Santé mentale»

Division des maladies non transmissibles et de la promotion de la santé à toutes les étapes de la vie

Bureau régional de l'OMS pour l'Europe

Liens utiles:

- <https://www.euro.who.int/en/health-topics/noncommunicable-diseases/mental-health/data-and-resources/mental-health-and-covid-19>
- <https://www.who.int/teams/mental-health-and-substance-use/covid-19>
- <https://www.mhe-sme.org/what-we-do/covid-19-and-mental-health/>

LA SANTÉ EN EUROPE AU LENDEMAIN DE LA PANDÉMIE

Si l'on s'en réfère à l'article 168 du traité de Lisbonne, l'action de l'Union dans le domaine de la santé publique vient compléter les politiques nationales. Les États membres ont assumé leurs responsabilités dans l'organisation et le fonctionnement de leurs services de santé nationaux. Or il incombe à l'Union de prendre des mesures engendrant des externalités nationales et supranationales, en matière de prévention et de promotion de la santé. Cette répartition des responsabilités a donné des résultats acceptables dans la promotion du don de sang, la lutte contre le VIH, la réduction du tabagisme, l'amélioration du règlement sanitaire international, le développement de la recherche dans les sciences de la vie et, peu, la lutte contre le cancer et le soutien aux pays tiers. Toutefois, bien qu'elle ait été chargée de s'attaquer aux «grands fléaux sanitaires», l'Union n'a pas été à la hauteur dans la pandémie de COVID-19.

Cette pandémie a pris l'Union au dépourvu: le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, en proie à des contraintes budgétaires et à des lourdeurs bureaucratiques, s'est vu éclipsé en tant que source d'information générale et de suivi scientifique par une université américaine; les tentatives d'achats conjoints d'équipements de protection individuelle (EPI) et de respirateurs ont échoué en raison des retards réglementaires, laissant la place à une approche du «chacun pour soi» qui s'est traduite, par l'abandon de l'Italie à son sort; des manifestations ostensibles d'égoïsme national ont été observées avec l'accaparement et le détournement d'équipements. Par son incapacité répétée à définir ses intérêts permanents, à la fois en tant que

continent et en tant qu'Union, l'Europe a perdu son autonomie industrielle, au risque de devenir dépendante de pays tiers pour des produits qui ont depuis lors prouvé leur importance stratégique, tels que les ventilateurs, les EPI, les réactifs et les matières premières médicales. Cela a favorisé l'apparition de cartels de spéculateurs et d'intermédiaires peu scrupuleux. Les États membres se sont reposés sur leur suprématie scientifique et leurs réseaux, leur capacité d'adaptation et, le caractère universel de leurs systèmes sociaux et de santé. On a pu maîtriser le premier pic en appliquant des règles moyenâgeuses de distanciation physique, en traitant les cas aigus et en contenant la croissance des décès, malgré la forte proportion de personnes âgées dans notre population. Sur le front des vaccins, l'Union ne peut pas rivaliser avec le pouvoir de négociation et le poids financier des États-Unis. Fin juillet 2020, la puissance américaine avait déjà obtenu un milliard de doses (assez pour couvrir trois fois sa population) auprès de trois laboratoires différents. Simultanément, l'Union n'avait obtenu de garanties que pour 400 millions de doses (80 % de sa population) auprès d'un seul laboratoire, tandis que le Royaume-Uni à lui seul avait commandé 190 millions de doses (2,8 fois sa population) auprès de trois fabricants différents. Les implications de ces politiques publiques pour la solidarité transfrontalière sont manifestes: alors que certains commandent juste assez de doses pour couvrir leurs besoins, d'autres ont l'intention de commercer et de dominer. On ne peut qu'espérer que le premier fabricant scientifiquement reconnu soit européen, malgré le battage médiatique de la Chine et de

la Russie. En outre, on peut s'attendre à ce que le vaccin européen, développé sans pressions électorales excessives, soit plus sûr, plus efficace, plus durable et mieux partagé au niveau international.

Quelles leçons l'Union peut-elle tirer de la pandémie?

L'Union doit reconnaître que des problèmes universels exigent une réponse mondiale. Elle doit renforcer la surveillance et l'épidémiologie d'intervention, coordonner la protection de la santé aux frontières, gérer et diffuser des informations et des connaissances complètes et fiables, en s'appuyant sur la recherche et l'innovation. Elle doit accepter que les effets positifs et négatifs des externalités entre les États membres prennent le pas sur les égoïsmes nationaux et les gains à court terme. Elle doit prendre des mesures pour relancer la fabrication d'équipements stratégiques, tels que les EPI, les matières premières médicales et les équipements médicaux. Elle doit reconnaître que la meilleure défense collective dont dispose l'Europe contre les pandémies réside dans la nature universelle de ses systèmes sociaux et de santé et que, compte tenu de l'effet de certains facteurs sociaux et économiques déterminants dans l'apparition ou la propagation des maladies, l'Union doit investir dans des programmes renforçant la cohésion interne entre les États membres de l'Union et au sein de ceux-ci.

António Correia de Campos

S&D, Portugal (2009-2014)

antonio.campos1942@gmail.com

NOUS VIVONS TOUS SUR LA MÊME PLANÈTE

Échange de vues avec Kurt Schaefer, pasteur allemand à la retraite

Comment la crise du coronavirus vous a-t-elle touché?

Le seul changement dans ma vie quotidienne est que je prends maintenant les précautions de rigueur; en effet, je porte un masque là où leur port est recommandé ou obligatoire et j'observe les règles de distanciation sociale.

À quoi ressemble désormais votre quotidien avec le coronavirus?

Je suis passionné de cyclisme, et j'évite, autant que possible, de prendre la voiture, le train, le bateau ou l'avion. J'ai renoncé à mes chères séances de natation à la piscine municipale.

Êtes-vous surpris par cette pandémie?

Non! Prenons l'exemple de l'élevage intensif, une pratique que j'ai toujours vivement critiquée et associée de tout temps à un danger pour l'homme. Il suffit de penser à la grippe aviaire.

Le coronavirus va-t-il changer notre manière de vivre?

Certainement, au moins en ce qui concerne le télétravail, le téléenseignement, la distanciation sociale, l'intelligence artificielle, l'éducation numérique, la mise en réseau et les choix de vie, ainsi que dans les domaines de la science des données et de la conscience écologique. De plus en plus de personnes comprendront, d'elles-mêmes ou par la force des choses, que la compassion pour son prochain est une vertu précieuse pour surmonter les crises.

Comme toute crise, celle du coronavirus ouvre des perspectives; selon vous lesquelles?

Mener une réflexion critique sur soi et sa manière d'agir! Se retrouver.

Apprécier les personnes et les choses à leur juste valeur. Trouver sa place. Éviter de répéter bêtement ce que nous entendons, d'imiter les autres et de tomber dans la superficialité. Rester authentique, c'est-à-dire non seulement être fidèle à soi-même, mais aussi parler et agir avec courage. S'améliorer en permanence. Résister aux chants des sirènes - y compris dans les domaines politique, économique et environnemental! Adopter de manière responsable les nouvelles sources d'énergie propres, telles que l'énergie éolienne et solaire, sans verser dans la technophobie. J'en suis convaincu: il faut vivre le moment présent (Naomi Kawase, réalisatrice). Profitons de ce précieux moment!

Il est temps d'explorer de nouvelles voies, lesquelles?

Je me suis rendu à vélo dans d'autres Länder pour participer à des conférences, puis jusqu'à Strasbourg! Quelle expérience inoubliable et enrichissante, de découvrir des paysages, des climats, et des gens si différents! Sans oublier les opinions (politiques)!

Nous devrions utiliser des moyens de transport modernes plus efficaces et plus respectueux de l'environnement. Mon idéal est un monde pacifique. Est-ce une utopie? C'est en tout cas un rêve, à l'instar de celui de Martin Luther King. Le «chemin est le but» a dit Confucius! Dans la réalité et dans la foi. Je n'accéderai pas au royaume de Dieu. Mais je n'ai de cesse d'y travailler!

Votre foi est-elle votre force?

Chaque jour, je médite et je réfléchis. Chaque matin, je pratique l'introspection. Je lis un bon livre et j'écoute mes petits-enfants.

Avez-vous un grand sens de la

justice?

Oui! Œuvrons à un nouvel équilibre: un juste milieu entre nos désirs démesurés et la réalité.

Je suis, d'une certaine manière, un moraliste. Nous savons que le monde doit s'améliorer. Nous pourrions surmonter les problèmes, quels qu'ils soient, à condition de nous serrer les coudes et d'unir nos forces (physiques et spirituelles). Nous devons être disciplinés, attentifs, prudents et coopératifs, agir selon le principe suivant: la liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres! Nous avons la capacité de tirer du positif de quasiment n'importe quelle situation. Mais en avons-nous toujours la volonté? Un certain scepticisme est de mise.

Que pensez-vous des emprunts à la langue anglaise, tels que lockdown et shutdown, issus du vocabulaire de la pandémie?

C'est un phénomène inévitable, à l'instar de certaines abréviations entrées dans la langue courante. Il n'empêche qu'il faut éviter une instrumentalisation de ces mots! Avez-vous des vœux à exprimer? Que nous apprenions à renoncer. Que nos modes de vie deviennent plus simples, plus sobres et plus honnêtes. Que nous apprenions à priser la nature et à vivre en harmonie avec elle, plutôt que de piller et de gâcher ses ressources.

Comment contribuez-vous à ces objectifs?

Même si nous sommes parfois sceptiques quant à la volonté de l'être humain, n'oublions pas le rire partagé!

Brigitte Langenhagen

PPE-DE, Allemagne (1990-2004)
brigitte-langenhagen-cux@t-online.de

ACTIVITÉS DE L'AAD



European Parliament Former Members Association
Association des anciens députés au Parlement européen



RÉSEAU DE L'AAD

U.S.FMC: CINQUANTE ANS DE SERVICE

Relever les défis à venir

L'Association des anciens membres du Congrès des États-Unis a été fondée le 18 juin 1970 afin que les anciens membres de la Chambre des représentants et du Sénat américain constituent un réseau social. Au fil des cinquante dernières années, l'association s'est étoffée: elle compte aujourd'hui plus de sept cents membres et totalise plus de 7 500 heures de service bénévole pour la seule année 2019. Aujourd'hui, l'association accompagne le Congrès dans ses responsabilités constitutionnelles en encourageant la collaboration dans le cadre du processus décisionnel. Nous intervenons auprès de plus de deux cents membres du Congrès et cadres supérieurs de l'institution sur un certain nombre de questions stratégiques, ainsi que dans le cadre d'échanges internationaux dans le domaine législatif grâce à nos groupes d'étude du Congrès. Ces derniers offrent la possibilité aux membres du Congrès en poste et aux cadres supérieurs des deux partis politiques de voyager ensemble à l'étranger dans un but pédagogique et de promotion de la coopération internationale. Ces dernières années, nous avons étendu nos travaux afin de promouvoir l'éducation civique et le discours civil, ainsi que l'importance du service public pour l'approfondissement de la compréhension de notre système démocratique. Ont été associés à ces travaux aussi bien d'anciens membres du Congrès que des membres en poste. Nous avons eu des échanges avec plus de quarante universités, et près de dix mille étudiants ont participé à notre programme «du

campus au Congrès» l'année passée. S'il est utile de s'inspirer des succès remportés, bien des défis restent cependant à relever. La pandémie de COVID-19 a déclenché une crise sanitaire mondiale qui a de profondes répercussions sur la stabilité économique, sociale et politique des pays à travers le monde. Tous ces défis ont surgi en des temps de désaccord sur un ensemble de questions et d'escalade des tensions dans les relations transatlantiques. Au cours des soixante-quinze dernières années, les chefs d'État européens et des États-Unis ont su travailler de façon constructive, au-delà des clivages politiques, afin de dégager des consensus sur des problèmes qui se faisaient jour, souvent sujets à controverse, avec pour objectif la promotion de la stabilité et de la prospérité dans le monde. Ces dirigeants ont créé une architecture propice à la paix au prix d'un compromis et d'une coopération difficiles mais réfléchis, après le désastre des deux guerres mondiales. Ces dernières années, l'érosion des relations transatlantiques a atteint un point critique et ces relations requièrent qu'on s'y intéresse de toute urgence. Les problèmes internationaux en matière de sécurité, de relations économiques, de normes technologiques, de politique environnementale et de santé publique, ainsi que la réforme des institutions internationales, peineront à trouver une solution en l'absence de coopération transatlantique forte. Si l'association reconnaît évidemment les difficultés complexes que les relations transatlantiques traversent actuellement, il n'en reste pas moins que nous ne pouvons

pas laisser ces difficultés nuire aux efforts consentis de bonne foi pour parvenir à un consensus. Relever ces défis est donc au cœur des priorités de l'association pour les années à venir. En tant qu'anciens membres du Congrès forts d'une expérience collective considérable, nous sommes convaincus qu'un partenariat transatlantique sain et solide avec l'Union européenne est dans l'intérêt vital des États-Unis. L'association s'est pleinement engagée à œuvrer avec les parties intéressées des deux rives de l'Atlantique afin de forger une relation renouvelée qui permette de relever les défis du XXI^e siècle. Nous espérons travailler en étroite coopération avec l'Association des anciens députés au Parlement européen afin de coordonner la programmation pédagogique axée sur des questions présentant un intérêt de chaque côté de l'Atlantique, aussi bien pour les députés au Parlement européen et les membres du Congrès que pour le personnel de ces institutions. Les actions pédagogiques devraient viser un public plus large, au-delà des seules enceintes des gouvernements: dans un souci de sensibilisation à l'importance de liens transatlantiques solides, Européens et Américains de tous horizons devraient pouvoir y participer. Les peuples d'Europe et les États-Unis partagent une histoire que nous ne pouvons pas oublier; à nous de bâtir une destinée commune pour un avenir de paix et de prospérité.

Charles Boustany
Président de l'Association
américaine des anciens membres
du Congrès
cwboustany@gmail.com

PROGRAMME PE AU CAMPUS

PROPOSITION POUR LA PAIX EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE

Le problème chypriote s'est installé dans la durée. De toute évidence, les efforts menés depuis des décennies pour le résoudre ont fini par lasser l'Union européenne et la communauté internationale. Il est néanmoins essentiel de parvenir à une issue.

Pour que cela soit possible, quarante-six ans après la division de l'île due à l'intervention turque, un certain nombre de facteurs doivent être réunis.

Tout d'abord, la Turquie doit décider de confier aux Chypriotes grecs et turcs les rênes de leur propre État, leur laissant la possibilité de l'organiser comme ils le souhaitent, dans le cadre d'une fédération. Afin que cela se produise, la Turquie doit accepter de renoncer à ses droits en tant que puissance garante, et, dans le même temps, retirer ses forces armées.

La Grèce, ainsi que le Royaume-Uni, devraient faire de même.

Enfin, tant les Chypriotes grecs que les Chypriotes turcs doivent décider d'accepter les risques liés à une sortie de crise.

Une initiative aussi importante exige de ses promoteurs d'assumer le poids

de cette responsabilité.

C'est avec un grand plaisir que j'ai participé à une discussion en ligne sur la question chypriote avec des étudiants turcs de l'université d'Izmir. Les étudiants ont soulevé un grand nombre de questions et d'enjeux importants. Des échanges extrêmement riches et fructueux ont eu lieu sous la conduite de leur professeur Alexander Buergin, qui a aussi fait office d'animateur.

J'ai la nette impression qu'une résolution du problème chypriote enverra un message extrêmement encourageant à l'ensemble de la région.

Si les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs, les chrétiens et les musulmans (même s'il convient de souligner ici que la religion n'a jamais été un problème entre les deux communautés) construisent un État commun au sein d'une fédération, ce sera un exemple éclatant, une véritable lueur d'espoir pour la Méditerranée orientale et au-delà.

Le plus grand obstacle reste le sentiment de sécurité requis, qui, pour tous les Chypriotes, constitue une condition préalable à toute solution.

C'est dans cette optique que j'ai

lancé l'idée consistant à implanter un nouveau siège des Nations unies à Chypre.

Comme l'a dit Jean Monnet, «Rien n'est possible sans les hommes, rien n'est durable sans les institutions.»

L'implantation d'une institution telle que l'Organisation des Nations unies à Chypre contribuera sans aucun doute à instaurer ce climat de confiance.

C'est la raison pour laquelle les fondateurs de l'Union européenne ont mis en place de telles institutions globales, dans le but de soutenir dans la durée les accords obtenus.

Pour n'en mentionner que quelques-unes, citons le Parlement européen à Bruxelles et à Strasbourg, la Cour européenne des droits de l'homme, la Cour de justice de l'Union européenne, les Nations unies à Genève. Si l'on examine une carte du monde à la recherche de sièges d'institutions de cet ordre, de l'Europe du Nord aux Balkans, en Asie mineure, au Moyen-Orient et dans l'ensemble de l'Afrique australe, on ne trouve rien d'approchant.

On peut s'en persuader en observant la région dans son ensemble: la situation en Syrie, en Libye, en Palestine, en Israël, ainsi que le conflit préoccupant qui couve entre la Grèce et la Turquie.

Comme je l'ai exposé plus haut, l'implantation d'une institution telle que les Nations unies contribuera non seulement à élaborer et à conforter une solution possible à Chypre, mais aussi à instaurer la paix dans la région au sens large.

Takis Hadjigeorgiou
GUE/NGL, Chypre (2009-2019)
takishg@gmail.com



Takis Hadjigeorgiou pendant le webinaire

PRÉSENTATION À L'UNIVERSITÉ D'IZMIR, TURQUIE

J'ai présenté le sujet des relations entre la Turquie et l'Union sur la base de mon expérience personnelle en tant qu'homme d'affaires, lobbyiste, économiste et politicien. J'ai également dit clairement qu'il s'agissait de mes opinions et que je ne prétendais pas détenir la vérité absolue. J'ai structuré la présentation autour des cinq questions suivantes, que j'ai posées au début et auxquelles j'ai répondu une par une:

1. Quelle est la situation de l'Europe dans le monde aujourd'hui?
2. Quelles politiques économiques seront fructueuses à long terme?
3. Quel peut être l'impact économique de la crise du coronavirus?
4. Quel pourrait être le rôle de la Turquie dans l'Union?
5. Quelle est mon opinion sur les politiques actuelles de l'Union et de la Turquie?

Certains de mes principaux arguments étaient les suivants:

- La mondialisation est l'une des meilleures choses qui soient arrivées à l'humanité:
- elle fait circuler non seulement les biens, les services, et les capitaux dans le monde,
- mais elle diffuse également les valeurs les plus sacrées, telles que les droits de l'homme, la liberté de presse et la démocratie.
- De mon vivant, la Seconde Guerre mondiale est le seul événement qui a plus lourdement marqué l'économie que le coronavirus. L'impact de cette crise est immense et se fait sentir au niveau mondial.
- Compte tenu des nombreux «plans Marshall» et initiatives de reconstruction, une chose ne doit pas être oubliée: le coronavirus n'a

pas détruit d'usines, ni bombardé de bâtiments, et, jusqu'à présent, n'a pas coûté la vie à 60 millions de personnes.

- Même pendant cette crise, nous devons tirer profit des leçons que j'ai apprises dans le passé: «moins il y aura de plans, de mesures et d'initiatives centralisés imposés par les politiciens et les économistes, plus la reprise sera rapide».

- J'ai clairement indiqué que, selon moi, ce n'est pas ce qui se passe aujourd'hui. J'ai donc prédit que les effets économiques et sociaux négatifs persisteraient pendant de nombreuses années.

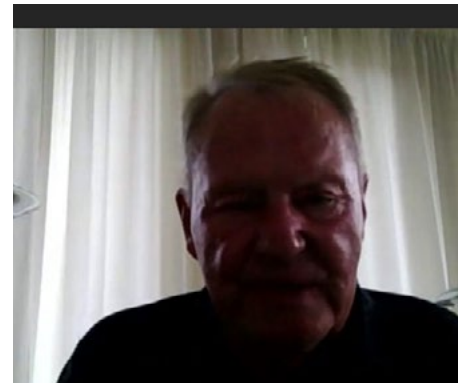
- J'ai également affirmé que, même si nous devons modifier les chaînes d'approvisionnement mondialisées, nous ne devons en aucun cas permettre que la mondialisation en elle-même soit remise en question! Si cela se produisait, nous risquerions de ruiner le monde entier.

- Une économie de marché de la taille et du potentiel de celle de la Turquie serait un membre idéal de l'Union! Elle contribuerait à la prospérité de l'Union de la même manière que d'autres pays de taille similaire.

Il doit donc y avoir d'excellentes raisons justifiant la non-appartenance de la Turquie à l'UE.

- L'Union et la Turquie ont toutes deux adopté des politiques qui rendent pour longtemps impossible une adhésion de la Turquie à l'Union.

- Elles ont toutes deux décidé de prendre leurs distances. Il m'est difficile de déterminer qui a pris ses distances en premier, ou qui a réagi aux actions de l'autre. Mais nous devons nous rendre à l'évidence: l'Union s'éloigne de la Turquie, et la



Hans-Olaf Henkel pendant le webinaire

Turquie s'éloigne de l'Union, comme des plateaux continentaux. Cependant, chaque crise offre également de nouvelles possibilités. Le retrait de la Grande-Bretagne de l'Union et la non-appartenance de la Turquie à l'Union ouvrent la porte à un nouveau partenariat aux frontières de l'Union: un partenariat entre le Royaume-Uni, la Turquie, et éventuellement d'autres pays, pour créer un autre marché unique qui s'alliera ou rivalisera avec l'Union. Toutefois, je suis fermement convaincu qu'avant que cela ne puisse se produire, la Turquie doit laisser derrière elle son influence religieuse croissante, l'oppression et la corruption, et prendre des mesures en faveur de la démocratie, des droits de l'homme, de la liberté de presse et d'un système judiciaire indépendant. Après mon exposé de vingt minutes, le professeur Bürgin a animé une séance de questions et réponses animée et fructueuse qui a duré environ une heure.

Hans-Olaf Henkel
ECR, Allemagne (2014-2019)
henkel@hansolafhenkel.de

RÉSEAU TRANSEUROPEÛEN DE TRANSPORT

Évolution de la réglementation européenne et questions juridiques en suspens

En raison de la crise de la COVID-19, cette activité du programme «PE au campus» a eu lieu en ligne. Le débat sur le réseau transeuropéen de transport (RTE-T) à l'université Sapienza, à Rome, a été organisé par le docteur Giovanni Marchiafava (université Sapienza, module Jean Monnet). Avec le professeur Carlo Secchi, coordinateur de l'Union européenne pour le corridor Atlantique et vice-président de l'institut italien d'études politiques internationales, nous avons parlé de la mise en place des corridors transeuropéens, de la conception d'un marché intérieur européen jusqu'au débat actuel sur l'évaluation du projet.

Il ne s'agit pas d'un sujet purement technique, étant donné que la politique des transports a toujours eu des conséquences sur la politique économique et environnementale, ainsi que d'importantes répercussions financières. Depuis la crise économique de 2008, les progrès en ce qui concerne les voies transeuropéennes semblent avoir été un peu plus lents du fait de la situation budgétaire des États membres, qui a restreint la capacité de cofinancement. Au cours du débat, nous avons également évoqué d'autres dossiers juridiques importants qui ont une incidence sur le transport, tels que les temps de conduite et de repos des conducteurs, le système européen de gestion du trafic ferroviaire et les obstacles à sa mise en œuvre, ou le livre blanc sur les transports



Eva Lichtenberger avec Carlo Secchi pendant le webinaire

en Europe. Nous avons parlé de la distorsion de la concurrence entre la route et le rail causée par les systèmes de tarification différents, ainsi que de la nouvelle proposition d'«eurotaxation» concernant les péages autoroutiers, actuellement bloquée au Conseil mais qui devrait bientôt faire l'objet d'une décision. Nous avons, pour terminer, également évoqué le plus grand défi actuel des infrastructures de transport: le pacte vert pour l'Europe. Étant donné qu'un quart des émissions ayant une incidence sur le climat proviennent des transports (dont 75% de la circulation routière), le plan de la Commission visant à rendre l'Europe climatiquement neutre d'ici à 2050 exige d'immenses efforts de réorganisation de nos systèmes de transport afin de réduire les émissions. Actuellement, seule une faible part du transport de marchandises pondéreuses se fait par rail, moyen de transport plus compatible que le transport routier avec les objectifs écologiques. Le concept de corridors transeuropéens doit être revu et adapté aux exigences du pacte vert pour l'Europe, en plaçant la multimodalité au cœur de ce réexamen. Pour utiliser l'énergie électrique sur nos

routes, il faudra installer environ un million de bornes de recharge le long des principales routes européennes, comme indiqué dans l'un des documents de la Commission. Il reste aussi un grand travail de recherche à mener à bien dans le domaine des moteurs et des systèmes de propulsion afin de les rendre respectueux de l'environnement, et la coopération à l'échelle européenne jouera à cet égard un rôle important. La tenue de ce débat en ligne a été une expérience intéressante. La crise de la COVID-19 a accéléré la progression de l'enseignement en ligne, méthode qui, probablement, sera davantage utilisée à l'avenir, notamment dans les universités. Ce débat en ligne a peut-être aussi introduit de nouvelles modalités pour les anciens députés.

Evelin Lichtenberger
Verts/ALE, Autriche (2004-2014)
eva.lichtenberger@chello.at

CANDRIAM
INVESTORS GROUP
A NEW YORK LIFE COMPANY

Merci à Candriam pour son soutien au programme PE au Campus

COOPÉRATION AVEC L'IUE

LA GÉNÉRATION EUROPÉENNE

Chaque fois que je me rends à la Villa Salviati pour rencontrer les étudiants des Archives européennes à Florence, je suis ravi de constater, de par leurs questions et leurs témoignages, combien la question européenne est ancrée en eux.

Ce n'est pas la dimension politique qui les intéresse, ni la dimension institutionnelle, mais celle, plus importante encore, d'un sentiment commun partagé avec les autres jeunes européens; et ce sentiment a un nom: c'est la culture européenne. Aujourd'hui, cette «culture européenne» correspond au partage de valeurs et de principes entre les jeunes de tous les États membres, notamment grâce au fait que la possibilité de passer d'un pays à l'autre est devenue une évidence. La langue n'est plus une barrière non plus car la musique, le cinéma, et certains programmes de télévision sont écoutés et regardés en version originale; en outre, la mode vestimentaire mais aussi les produits d'équipement, les ordinateurs et les téléphones portables sont des éléments fédérateurs pour les générations Y et Z. L'anglais, le français ou encore l'espagnol font maintenant partie de leur patrimoine culturel.

Étant d'une toute autre génération, j'essaie fortement de ne pas être qu'un radoteur ennuyeux qui vante les bienfaits de l'UE. La plupart du temps, ils sont disposés à comprendre l'architecture institutionnelle européenne, qui diffère objectivement de celle des États. Mais leur imagination entre en jeu lorsque je souligne que les institutions européennes sont encore en construction et que la

configuration actuelle n'est pas définitive; je les laisse explorer les scénarii possibles et réfléchir à la meilleure configuration pour un État supranational.

Ils acceptent en outre cette idée d'un État supranational parce que j'affirme et j'explique qu'il existe une «nation européenne», résultat de la somme des nations qui la composent, en raison des cultures communes qui ont traversé l'Europe depuis l'époque romaine et la chute de l'Empire.

La chute de l'Empire romain a été suivie, après une période d'ajustement, par l'Empire de Charlemagne et plus tard par le Saint-Empire romain, dissous avec la chute de l'Empire austro-hongrois; la période s'étend donc de l'an 800, année du couronnement de Charlemagne, au début des années 1900.

Après la chute de l'Empire romain en 476 après J.-C., vers l'an 500, Saint Benoît créa plus d'une centaine de couvents dans toute l'Europe, qui propagèrent la culture chrétienne. En effet, les couvents bénédictins et plus tard les couvents clunisiens et cisterciens, tous deux d'origine bénédictine, qui étaient plus de 2 000 vers l'an 1100, comptaient aussi des écoles en leur sein, et participaient donc à la diffusion de l'érudition et de la culture.

En revanche, l'aspect politique reste inintelligible aux yeux de ces jeunes. La dialectique et la dynamique de la politique européenne sont extrêmement «byzantines» et complexes pour la simplicité qui caractérise l'esprit de la jeunesse: leurs divergences d'opinion ne sont jamais intéressées mais toujours authentiques, ils débattent donc

toujours de manière sincère et loyale, et non pas simulée.

Au cours de toutes ces années, j'ai toujours été attaché à ces rencontres avec des étudiants de Florence et de Toscane. À la fin de chacune d'entre elles, la distance existant naturellement à l'origine disparaît, les jeunes présents se rapprochent les uns des autres pour continuer à discuter ou demander des explications sur certains points qui n'ont pas été abordés.

Les enseignants qui accompagnent ces étudiants sont également ravis de ces moments partagés et me confirment toujours que leurs attentes n'ont pas été déçues. Certains me proposent parfois de venir tenir une conférence dans leur école.

Quelques mots maintenant pour ces jeunes qui travaillent aux Archives: ils sont sensibles, bien formés, ouverts, disponibles, enclins à informer le parlementaire qui s'apprête à tenir une conférence des spécificités des étudiants qu'il va rencontrer; la majorité d'entre eux a obtenu son doctorat à l'Institut universitaire européen, qui les a préparés à s'entretenir de manière remarquable avec leur interlocuteur.

Je tiens particulièrement à remercier le Directeur des Archives et ses collaborateurs pour l'organisation de ces séminaires, mais aussi l'AAD de m'avoir invité et de m'avoir permis de vivre des moments aussi satisfaisants.

Vitaliano Gemelli

EPP-ED, Italie (1999-2004)

vitalianogemelli@gmail.com

CONFÉRENCE DE L'IUE SUR L'ÉTAT DE L'UNION EN 2020

Cette année, pour la première fois en dix ans, en raison de la complexité de la situation sanitaire et de l'immobilisation de nos sociétés par la COVID-19, la conférence sur l'état de l'Union s'est tenue en ligne sur une seule journée (au lieu des trois jours habituels), avec un programme simplifié de trois sessions, ce qui a également permis la participation d'un public sélectionné plus large. Les intervenants ont analysé l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur la politique sociale et sanitaire, les perspectives économiques internationales et la coopération mondiale lors de cette édition spéciale organisée par l'Institut universitaire européen le vendredi 8 mai.

Soixante-dix ans après la déclaration Schuman, les dirigeants européens présents ont rappelé l'importance de la solidarité et de l'unité en Europe et ont appelé au déploiement d'un plan de reconstruction commun destiné à la relance de l'Union européenne, pour faire face à l'émergence de nombreux défis dans les mois à venir. À la suite du discours d'ouverture de Renaud Dehousse, président de l'Institut universitaire européen, le maire de Florence Dario Nardella et le gouverneur de Toscane Enrico Rossi ont pris la parole.

Le président du Conseil européen, Charles Michel, a souligné l'importance de se concentrer sur le bien-être individuel et collectif et a proposé un plan de reconstruction «De Gasperi», selon les principes de l'ancien Premier ministre italien et père fondateur de l'Union européenne Alcide De Gasperi, afin de stimuler la relance d'une Europe forte et solidaire.

Le ministre italien des affaires étrangères, Luigi Di Maio, a rappelé la nécessité d'un plan européen de reconstruction et de relance, dont les axes stratégiques devront se fonder sur la solidarité et la coopération entre les États qui ont su s'unir face à l'urgence sociale et sanitaire.

Lors de la première session consacrée à la santé et à la politique sociale, le directeur du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, Andrea Ammon, la directrice pour les situations d'urgence régionale de l'OMS, Dorit Nitzan, et le professeur Xuejijie Yu de l'université de Wuhan ont participé au débat coordonné par Ellen Immergut, professeure à l'Institut universitaire européen.

Lors de la deuxième session sur les politiques économiques, la présidente de la Banque centrale européenne Christine Lagarde a réagi à l'arrêt rendu par la Cour constitutionnelle allemande en déclarant qu'il était nécessaire de mener des actions communes, conjointes et concrètes avec la Banque centrale pour poursuivre la mission qui lui a été attribuée, conformément à l'esprit de la déclaration Schuman pour la paix et la stabilité. En outre, le commissaire européen aux affaires économiques et financières Paolo Gentiloni, interrogé par le journaliste Roula Khalaf du Financial Times, a souligné l'importance d'aller au-delà de la politique monétaire et de mettre en place une politique budgétaire commune, en créant un fonds de reconstruction et un système efficace d'investissements publics massifs pour attirer les investissements privés. Le débat, animé par le professeur George

Papaconstantinou, ancien ministre grec des finances, a porté sur les incidences économiques de la COVID-19. Les interventions de l'économiste en chef de l'OCDE Laurence Boone, de l'ancien président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem et du professeur Ricardo Reis de la London School of Economics ont permis d'exprimer plusieurs points de vue.

Lors de la session finale consacrée à la coopération mondiale, Kristalina Georgieva, directrice opérationnelle du Fonds monétaire international, a fait valoir que cette crise pourrait être l'occasion de construire un monde meilleur, notamment en travaillant sur des économies nouvelles respectueuses de l'environnement, en mettant en place des incitations fiscales favorables à la société et en tenant compte des changements climatiques et des formes récentes de pauvreté. Nathalie Tocci, directrice de l'Institut des affaires internationales, a animé le débat suivant, qui contenait des interventions de Mari E. Pangu, directrice générale de la Banque mondiale, de Jeffrey Sachs de l'université de Columbia et d'Alexander Stubb, ancien Premier ministre de la Finlande et nouveau directeur de l'École de la gouvernance transnationale de l'Institut universitaire européen. Le Premier ministre italien Giuseppe Conte a conclu cette conférence en rappelant le principe de solidarité.

Monica Baldi
PPE-DE, Italie (1994-1999)
baldi.monica@email.it

DÉPÊCHES

ACTIVITÉS



5-6 octobre 2020

VISITE D'ÉTUDE EN MACÉDOINE DU NORD

Les députés rencontreront des représentants du Parlement, du gouvernement et de la société civile et des étudiants universitaires en ligne.

25-27 octobre 2020

VISITE EN ALLEMAGNE

Une délégation de l'AAD se rendra en Allemagne, État membre assurant la présidence du Conseil de l'Union européenne.

9 décembre 2020

CONFÉRENCE-DÉBAT POLITIQUE

De 17h00 à 18h30 dans l'Auditorium de la Maison de l'histoire européenne, Bruxelles.

9 décembre 2020

COCKTAIL ET DÎNER ANNUELS DE L'AAD

À partir de 18h30 à la Maison de l'histoire européenne, à Bruxelles.

10 décembre 2020

SÉMINAIRE ANNUEL DE L'AAD

De 10h00 à 13h00 Parlement européen, Bruxelles.
Elle sera suivie d'un déjeuner à 13h00, au restaurant des députés du Parlement européen à Bruxelles.

En raison de l'incertitude quant aux dispositions à prendre en raison de la pandémie de Covid-19, nous vous conseillons de ne pas acheter de billets d'avion ni de prendre d'autres engagements financiers avant d'avoir reçu la confirmation du secrétariat que les événements de l'AGA auront lieu.

CORRIGENDUM

Dans le Bulletin de juin, nous trouvons une erreur dans l'article de Jean Arthuis : "Au lendemain de la pandémie du coronavirus dont l'Europe est devenue l'épicentre, le décalage entre les proclamations politiques et la parodie budgétaire ne sera plus intolérable". La phrase correcte est: "Au lendemain de la pandémie du coronavirus dont l'Europe est devenue l'épicentre, le décalage entre les proclamations politiques et la parodie budgétaire ne sera plus tolérable."

NOUVEAUX MEMBRES



Klaus BUCHNER
(Allemagne,
2014-2020, Verts/
ALE)



Lucy NETHSINGHA
(Royaume-Uni,
2019-2020,
RENEW EUROPE)



Caroline VOADEN
(Royaume-Uni,
2019-2020,
RENEW EUROPE)

ÉLECTIONS DE L'AAD

RESULTAT DES VOTES

Veuillez trouver ci-dessous les résultats détaillés des votes qui ont eu lieu lors de l'Assemblée générale annuelle de l'Association le 10 septembre 2020:

1) Election pour les cinq membres du Conseil d'administration

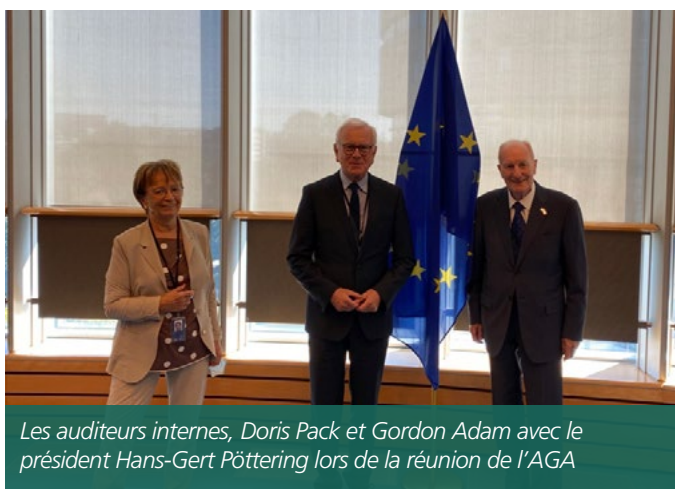
Nous souhaitons vous informer que l'ancien Président du Parlement européen Hans-Gert PÖTTERING a été réélu Président de l'Association des anciens députés au Parlement européen (AAD). Les membres suivants ont été élus dans l'ordre ci-dessous et vont faire partie du Conseil d'administration pour une période de deux ans, jusqu'à l'Assemblée générale de 2022:

1. Monica BALDI
2. Hans-Gert PÖTTERING
3. Jean-Pierre AUDY
4. Edward McMILLAN-SCOTT
5. Brigitte LANGENHAGEN

2) Vote sur le rapport et les comptes annuels

	POUR	CONTRE	ABSTENTION
Pour approuver le rapport et les comptes annuels	187	1	4

Nous remercions tous ceux qui ont pris part à cette élection.



Les auditeurs internes, Doris Pack et Gordon Adam avec le président Hans-Gert Pöttering lors de la réunion de l'AGA



Les scrutateurs, Nathalie Griesbeck et Mario Mauro avec la secrétaire générale de l'AAD Elisabetta Fonck ouvrant l'urne après l'AGA

NOUVEAUX MEMBRES - CONSEIL D'ADMINISTRATION



Hans-Gert
PÖTTERING



Jan-Willem BERTENS



Jean-Pierre AUDY



Teresa
RIERA MADURELL



Monica BALDI



Lord Richard BALFE



Brigitte
LANGENHAGEN



Miguel Angel
MARTÍNEZ MARTÍNEZ



Zofija
MAZEJ KUKOVIČ



Edward
McMILLAN-SCOTT

NOUVEAU CONSEIL DE L'AAD

Président : Hans-Gert PÖTTERING

Vice-président : Jan-Willem BERTENS

Trésorier : Jean-Pierre AUDY

Secrétaire : Teresa RIERA MADURELL

LISTE DES RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Comité de rédaction du Bulletin AAD: **M. Audy, Mme Baldi, Mme Langenhagen, M. McMillan-Scott, et Mme Riera Madurell.**
- EP au Campus : **Lord Balfe et Mme Mazej Kukovič.**
- Relations avec la commission des budgets, DG Finance: **M. Audy.**
- Dîner-débat : **Mme Baldi et M. Bertens.**
- Délégués au Bureau de l'Association européenne des anciens membres : **Mme Langenhagen et M. Martínez Martínez.** Si nécessaire, **Mme Langenhagen** sera remplacée par **Lord Balfe** et **M. Martínez Martínez** sera remplacé par **M. Bertens.**
- Délégués à l'Assemblée générale annuelle, séminaires et colloques de l'FP-AP : **Mme Langenhagen, M. Martínez Martínez et M. Bertens.** Outre les délégués AAD ou leurs suppléantes et en accord avec le FP-AP, d'autres membres du Comité AAD peuvent participer aux séminaires ou colloques annuels à leurs frais.
- Relations avec les associations d'anciens membres hors Europe : **Lord Balfe et M. Martínez Martínez.**
- Relations avec les groupes de réflexion, les instituts de politiques, les fondations : **Mme Baldi, Mme Langenhagen et Mme Riera Madurell.**
- Archives : **Mme Baldi.**
- Communication AAD : **Mme Baldi et Mme Mazej Kukovič.**
- Groupe de travail sur le soutien à la démocratie et l'observation des élections : **M. Bertens, Mme Langenhagen (présidente), M. Martínez Martínez, M. McMillan-Scott et Mme De Keyser** (membre AAD à titre consultatif).
- Relations avec la Maison de l'histoire européenne : **M. Martínez Martínez.**
- Relations avec l'Institut universitaire européen (IUE) : **Mme Baldi.**

IN MEMORIAM

JOHN HUME, UN MILITANT POUR LA PAIX

John Hume n'a jamais cessé de faire courageusement campagne pour la paix dans son Irlande du Nord natale et dans le monde entier. L'attribution de trois prix aussi prestigieux que le prix Nobel, le prix Gandhi et le prix Martin Luther King témoigne de ses réalisations. John a réussi, en scellant l'accord du Vendredi Saint, à faire jaillir l'espoir d'une situation désespérée qui a atteint son paroxysme avec le massacre du Bloody Sunday dans sa ville natale de Derry, en Irlande du Nord, en 1972, mettant ainsi fin à l'un des conflits terroristes les plus longs et les plus sanglants d'Europe. Il est à espérer que cette avancée décisive puisse survivre à la folie du Brexit.

Au Parlement européen, je partageais l'engagement de John pour l'Europe et la paix. Il m'a honoré de son amitié et de sa voix lorsque je me suis porté candidat à la présidence du Parlement européen. John me rappelait le grand poète espagnol Antonio Machado, tous deux avaient été enseignants. John était un homme de peu de mots. Seule l'action l'intéressait. Ses opinions et ses conseils ont été suivis de près, non seulement au sein du groupe socialiste et du parti socialiste européen, mais dans tout le Parlement. Au Congrès américain, il était considéré comme le 101^e sénateur. Nous avons travaillé sur les aspects politiques et budgétaires européens de l'accord du Vendredi Saint. Il s'est aussi dévoué à notre cause. En 2000, il est venu me voir avec une proposition à la fois solidaire, citoyenne et, surtout, sportive. Ce n'est pas un hasard si les Jeux olympiques ont vu le



© Communautés Européennes

jour en Grèce sur la base d'une trêve sacrée, pendant laquelle les combats étaient interdits. John m'a demandé si je pouvais faire venir le Real Madrid et le FC Barcelone à Derry pour jouer contre son équipe locale, Derry City. Nous y sommes parvenus, en 2001. Mon assistant Vicente de Mingo s'est occupé du Real, qui a envoyé une équipe dirigée par Emilio Butragueño. Et Joan Colom, député européen, a pris contact avec le Barça. Ce geste a été très apprécié, surtout par les jeunes de cette ville martyre. John Hume a rassemblé les ennemis de toujours dans sa campagne pour la paix. Qu'il repose dans une paix bien méritée.

Enrique Barón Crespo

PSE, Espagne (1986-2009)
enriquebaronfundacion@gmail.com



John Hume reçoit le prix Nobel de la paix en 1998 © Communautés Européennes

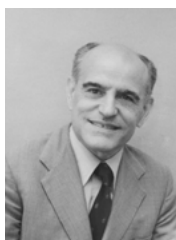
IN MEMORIAM



† 20 juillet 2020
Lone DYBKJÆR
ELDR (1994-2004)

Elle a été membre danoise du Parlement européen de 1994 à 2004.
Lors de son mandat au Parlement, elle a été membre du groupe du parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs.

Au niveau national, elle a représenté le Det Radikale Venstre.



† 25 juillet 2020
Angelo CAROSSINO
COM (1979-1989)

Il a été membre italien du Parlement européen de 1979 à 1989.
Lors de son mandat au Parlement, il a été membre du groupe des communistes et des alliés.

Au niveau national, il a représenté le Partito comunista italiano.



† 27 juillet 2020
Magda KÓSÁNE KOVÁCS
S&D (2004-2009)

Elle a été membre hongroise du Parlement européen de 2004 à 2009.
Lors de son mandat au Parlement, elle a été vice-présidente et trésorière du groupe du Parti socialiste européen.

Au niveau national, elle a représenté le Magyar Szocialista Pár.



† 1 août 2020
Kartika Tamara LIOTARD
GUE/NGL (2004-2014)

Elle a été membre néerlandais du Parlement européen de 2004 à 2014.
Lors de son mandat au Parlement, elle a été vice-présidente du groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne - Gauche verte nordique.

Au niveau national, elle a représenté le Socialistische Partij and Onafhankelijk lid.

IN MEMORIAM



† 2 août 2020
Marie-Hélène DESCAMPS
 PPE-DE (2002-2009)

Elle a été membre française du Parlement européen de 2002 à 2009.
 Lors de son mandat au Parlement, elle a été membre du groupe du Parti populaire européen (Démocrates-chrétiens) et des Démocrates européens.
 Au niveau national, elle a représenté Union pour un Mouvement Populaire.



† 9 août 2020
Brendan HALLIGAN
 SOC (1983-1984)

Il a été membre irlandais du Parlement européen de 1983 à 1984.
 Lors de son mandat au Parlement, il était membre du groupe socialiste.
 Au niveau national, il a représenté le Labour Party.



† 28 août 2020
Antoinette SPAAK
 NI (1979-1984) & ELDR (1994-1999)

Elle a été membre belge du Parlement européen de 1979 à 1984 et de 1994 à 1999.
 Lors de son mandat au Parlement, elle était membre du non-inscrits et membre du groupe du Parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs.
 Au niveau national, il a représenté le Front démocratique des francophones.



† 10 septembre 2020
Leendert van der WAAL
 NI & EN (1984-1997)

Il a été membre néerlandais du Parlement européen de 1984 à 1997.
 Lors de son mandat au Parlement, il était membre de non-inscrits et de l'Europe des nations.
 Au niveau national, il a représenté le Staatkundig Gereformeerde Partij - Gereformeerd Politiek Verbond - Reformatorisch Politieke Federatie.